



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2021-02-16/ 2021-02-28]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Mardi 16 février.

Le budget de l'Etat et les ambitions politiques, deux « lourdes responsabilités » de Sama Lukonde. « Quand on regarde le budget de l'Etat aujourd'hui, on peut bien se demander ce que peut faire un Premier ministre », déclare Pr Alphonse Maindo, qui est aussi enseignant à l'Université de Kisangani (UNIKIS). L'Assemblée nationale a voté le 3 décembre dernier, le budget 2021 révisé à hauteur de 7,1 milliards USD. Élaboré dans un contexte international marqué par la pandémie de COVID-19, Jeanine Mabanuda, ancienne présidente de la Chambre basse avait qualifié la loi des finances de l'exercice 2021 d'espoir, de changement, et de travail. Mais pour la société civile, ce budget est essentiellement de consommation. Même son de cloche pour Adolphe Muzito, président de Nouvel Elan (opposition). Pour lui, le budget 2021 ne pourra pas permettre au peuple congolais d'accéder au bien-être social. Sama Lukonde devra aussi gérer les attentes des uns et des autres qui sont trop élevées et les moyens pour les satisfaire, pas toujours évidents. Toutefois, il salue le choix porté par le Chef de l'Etat sur un jeune qu'il qualifie de « l'homme de Félix Tshisekedi. »

Patrick Muyaya : « La nomination de Sama Lukonde montre la volonté du chef de l'Etat de renouveler la classe politique » « Le président de la République vient de ce fait donner le coup d'envoi de sa véritable volonté d'apporter dans l'unité le renouvellement tant souhaité non seulement en termes de visage, mais aussi en termes de pratique », a affirmé Patrick Muyaya, cadre du Parti lumumbiste unifié (PALU), mais aussi membre de l'Union sacrée pour la nation.

Beni : la société civile plaide pour la délimitation du parc national de Virunga. « Nous avons constaté que ces éco-gardes se livrent à l'arrestation arbitraire des cultivateurs et éleveurs qui sont dans les villages environnant le parc national de Virunga. Parce qu'il n'y a pas de délimitation participative. En 2011, nous en avons proposé à une commission de députés de voir comment initier la délimitation participative y compris les communautés locales et les responsables de l'ICCN, afin de bien baliser les limites du parc national de Virunga et les entités décentralisées. Mais si cela n'est fait, ce qui pousse les éco-gardes d'arrêter les populations disant qu'ils ont violé les limites du parc national de Virunga " dénonce la société civile de la chefferie de Bashu et précise que les éco-gardes et les populations n'ont pas la maîtrise des vraies limites du PNVI.

Tanganyika : les enseignants de Kabalo réclament leur salaire de janvier avant la rentrée scolaire. Le secrétaire de l'intersyndical des enseignants prévient que c'est les enseignants de deux territoires qui ne sont pas payés. « D'abord pour les deux territoires de Kabalo et Kongolo, ils ne sont pas encore payés pour le mois de janvier. Et à Kabalo, nous sommes 582 enseignants qui ne sommes pas encore payés pour le mois de janvier 2021. »

Beni : 10 civils tués dans une attaque attribuée aux ADF. Selon le président du noyau de la société civile du secteur de Ruwenzori, Wilson Batholeni, ces personnes sont mortes dans une attaque attribuée aux rebelles ougandais des ADF. Ces rebelles, ont commencé par opérer au village Libokora ensuite à celui de Kalembo pendant environ deux heures. Dans leur attaque, ils ont tué dix civils dont quatre femmes et six hommes par balles et à l'arme blanche. Le président du noyau de la société civile du secteur de Ruwenzori affirme que n'eût été l'intervention des Fardc, et des Casques bleus de la Monusco déployés dans la région, le bilan serait lourd.

Sud-Kivu : la Monusco réhabilite 7 km de la route Bukavu-Kavumu. La route Bukavu-Kavumu est longue de 32 km. Le tronçon réhabilité était délabré, de la sortie de la ville de Bukavu à Kazingo jusqu'à Amsar. Cette réhabilitée a été exécutée sur demande du gouvernement provincial. Avec des engins qui ont correctement remblayé et supprimé les bourbiers, les contingents chinois ont débouché les caniveaux permettant le passage des eaux des pluies.

Reprise des cours à Butembo: les élèves appelés au respect des mesures barrières. La reprise des cours est prévue pour lundi 22 février sur toute l'étendue de la RDC. A Butembo, les responsables d'écoles sont invités à mettre les dispositifs sanitaires dans leurs écoles avant la fin de cette semaine, afin de bien accueillir les élèves, dans les conditions sanitaires recommandées. Il a aussi invité les élèves à rester sereins, sérieux et à respecter réellement les mesures barrières.

Nord-Kivu : des centaines de familles amassées dans une paroisse manquent d'eau et de médicaments à Mutongo, dans le territoire de Walikale. Le coordonnateur de l'ONG Foyer de développement pour l'autopromotion du peuple pygmée (FDAPID) indique aussi que ces personnes vivent dans une « situation dramatique », sans eau, sans nourriture et sans médicaments. La promiscuité dans laquelle vivent ces personnes les expose aux maladies. Selon lui, ces familles ont fui les affrontements entre deux factions de NDC/Rénové, qui ont éclaté le 13 février à Mutongo.

Lualaba : l'institut Mwanga manque de toitures, à une semaine de la reprise des cours. « Il y a eu des fortes pluies qui se sont abattues à Sandoa, dans la province du Lualaba. Ces fortes pluies ont emporté les bâtiments de l'institut Mwanga, une école gérée par les sœurs franciscaines missionnaires de Marie. Il y a eu des dégâts matériels importants enregistrés entre autres les toitures des sept locaux de l'école emportées, des vitres cassées, les plafonds abîmés et d'autres emportées ». A cet effet, les responsables de cette école et la société civile locale sollicitent l'intervention du gouvernement provincial du Lualaba pour sa réhabilitation.

Lomami : arrestation du directeur provincial de l'EPST à Kabinda. Le parquet général près la cour d'appel de cette province le poursuit, pour faux et usage de faux des arrêtés de recrutement des agents, détournements de deniers publics et la mécanisation des enseignants fictifs au détriment des vrais enseignants, et la création des écoles fictives. Le directeur provincial de l'EPST Lomami a été entendu pendant plusieurs heures, avant d'être transféré le soir à la maison carcérale. L'arrestation du directeur provincial de l'EPST Lomami ramène le chiffre total à dix personnes arrêtées dans l'affaire de la création des écoles fictives dans cette province.

La Suède mobilise 400 millions USD pour soutenir la coopération au développement en RDC, de 2021 à 2025. L'objectif poursuivi est de contribuer au renforcement des conditions nécessaires à une paix durable et à la consolidation de l'Etat de droit. Un accent sera par ailleurs mis, pour la première fois, sur l'environnement, le climat et l'utilisation durable des ressources naturelles, note l'ambassadeur suédois en RDC Henric Rasbrant.

Modeste Bahati remet à Sama Lukonde le rapport de ses consultations. L'informateur Modeste Bahati Lukwebo a remis ce mardi 16 février au Premier ministre Jean-Michel Sama Lukonde le rapport de ses consultations, élaboré à l'issue de la mission qui lui était confiée par le Président de la République afin d'identifier la majorité parlementaire. Il a souligné que les résultats de ce travail peuvent l'aider dans la formation du futur gouvernement.

Cancer chez l'enfant : un diagnostic tôt permet un bon traitement, assure Dr Gisele Kilomba. « Les enfants, on ne les soigne pas à l'aléatoire : il faut un suivi de la grossesse à la naissance, jusque vers cinq ans. Parce que souvent c'est à ce bas âge-là qu'on détecte le cancer. Et nous avons des enfants qui ont été diagnostiqués tôt, ils sont guéris, et aujourd'hui ils sont devenus des adultes qui avaient déjà souffert d'un cancer quelconque. Ce n'est pas la fatalité, il y a la solution » a assuré le médecin directeur de la Clinique Ma Famille, Dr Gisèle Kilomba.

Pour Antoine-Gabriel Kyungu wa Kumwanza; Sama Lukonde est l'homme de la situation, il faut lui faire confiance.

Pour Christian Momat, membre du bureau politique d'Ensemble pour la république, le nouveau chef du gouvernement est un bon manager ayant tous les atouts. Il est aussi présenté comme un pragmatique dans la gestion. Pour Chulu Kalwa, le président du cadre de concertation de la société civile du Haut-Katanga, Sama lukonde est un bon choix. Car il est un homme qui a un parcours élogieux et constant dans la manière de faire les choses notamment à la Gécamines.

Mercredi 17 février.

Kongo-Central : les véhicules poids lourds n'entreront plus à Matadi avant 22h. Cette décision a été prise par le maire de la ville de Matadi pour mettre fin aux embouteillages qui ne favorisent pas la libre circulation dans la ville. Matadi étant une ville portuaire, les camions remorques ont néanmoins le droit de sortir de la ville. Il en est de même des véhicules en provenance des entités situées dans la partie Sud-ouest de Matadi qui peuvent traverser la ville. Toutefois, il leur est interdit de stationner en pleine ville pour des opérations de déchargement.

Beni : 4 morts dans une autre attaque des ADF à Oicha. Selon le président de la société civile, les assaillants ont, dans leur incursion, exécuté par balles et armes blanches quatre civils dont deux femmes et deux hommes. Outre ces cas de morts, deux cas de blessés sont signalés parmi la population civile.

Nord-Kivu : des pêcheurs congolais torturés sur le lac Edouard par les marins ougandais. Au moins douze pêcheurs congolais ont été de nouveau torturés, la nuit de lundi à mardi 16 février, par les marins ougandais. L'incident a eu lieu dans la zone frontalière Congolo-ougandaise sur le lac Edouard. La force marine ougandaise a aussi saisi quatre moteurs hors-bords appartenant à ces pêcheurs.

Kasaï- Oriental : baisse du prix du carburant à Mbuji-Mayi. Le litre de carburant a connu une baisse sensible depuis lundi 15 février à Mbuji-Mayi : il se vend actuellement à 3.000 Fc contre 5.000 Fc la semaine dernière. La baisse de prix est liée à l'arrivée la semaine dernière à la gare ferroviaire de Mwene Ditu, de quelques wagons contenant le carburant. Cette baisse réjouit les habitants qui estiment qu'elle va entraîner la réduction des prix d'autres produits manufacturés.

Bumba : 7 journalistes de la radio Bumba Lokole éclopent de trois ans de prison. Le personnel de la Radio Bumba Lokole, créée par le Projet PRAPE, ont été poursuivis sur plainte du président du Comité de gestion de ladite radio, Ruffin Makambo à qui ils ont adressé une longue pétition en janvier dernier, l'accusant de plusieurs griefs, dont la mauvaise gestion. Ledit document a été largement publié par d'autres radios de la ville. Ce qui va le pousser à saisir le tribunal de paix pour outrage et imputations dommageables. Outrage retenu encore à charge des journalistes, indique-t-on, puisqu'ils auraient aussi refusé de répondre à l'invitation du parquet secondaire. Face à cette situation, le responsable de l'UNPC/Bumba, l'abbé Justin Lingboto a déploré l'incident. Il compte saisir les instances judiciaires, en vue de la libération des journalistes et que l'affaire soit plutôt traitée à l'amiable.

Mahagi : 3 détenus meurent dans un cachot de la police à Djalasiga. D'après la société civile locale, plus de 20 détenus sont confinés dans une petite cellule d'environ trois mètres de périmètre, sans fenêtres. Les détenus se sentent étouffés dans cette salle exigüe. Deux d'entre eux sont morts après quatre jours de détention. Pendant que les équipes médicales extirpaient les dépouilles de l'amigo, un autre détenu s'est écroulé subitement. Il a été acheminé dans une structure médicale à Auga, une localité située à 10 kms où il a rendu l'âme après quelques heures, affirme la société civile.

Kinshasa : le CLC plaide pour la reconnaissance des victimes du 16 février 1992 comme martyrs de la démocratie. Cette demande a été formulée au cours d'une messe en mémoire de ces victimes, dite mardi 16 février, en la Cathédrale Notre Dame du Congo à Lingwala. C'est le Cardinal et archevêque de Kinshasa, Fridolin Ambongo Besungu, qui a célébré ce culte d'actions de grâce. Le 16 février 1992, des dizaines de milliers de personnes sont descendus dans les rues, dans les vingt-quatre communes de Kinshasa. Les marcheurs, qui ont répondu à l'appel d'un groupe de prêtres kinois, réclamaient de réelles avancées démocratiques.

Nord-Kivu : l'ONG DIFEGOU attribue la persistance des massacres à Beni à la démotivation des Fardc. D'après les enquêtes de la coordonnatrice de l'ONG Dynamique des femmes pour la bonne gouvernance des militaires engagés au front, empruntent chaque mois de l'argent auprès de leurs commandants. Une fois payés, ces militaires remboursent le crédit avec un intérêt de 50%. « C'est un système entretenu par certains officiers Fardc qui donnent des prêts aux militaires et qui récupèrent ces prêts jusqu'à la paie de leurs soldes et qui retiennent 50% de ces prêts-là. Ce qui fait que le militaire, après avoir reçu son salaire, sa prime, il n'a plus rien et il commence maintenant à se soucier de sa survie et de sa famille, ce qui fait qu'ils partent sur la ligne des fronts sans morale, sans force, c'est une situation préoccupante sur laquelle devraient se pencher les autorités tant militaires que politiques au niveau de Kinshasa pour que cessent ces pratiques-là ».

La Caritas se félicite de la gestion de la Covid-19 en RDC. « Le bilan à mi-parcours des efforts investis par le gouvernement congolais dans ce secteur est reflété notamment par une augmentation des cas de malades guéris et la réduction des cas de décès dus à la Covid. Donc, à la date du 14, nous avons une létalité à 3% ; 63% de l'ensemble des cas confirmés sont guéris. Et ce résultat est donc le fruit de la contribution de plusieurs acteurs que l'Etat remercie. Ces acteurs comprennent, entre autres, les ONG, les églises, les professionnels de santé, quels que soient leurs domaines, les

opérateurs économiques, les populations prises individuellement et collectivement et les partenaires extérieurs. L'objectif de tous ces efforts, est à la fois d'éloigner cette pandémie, mais aussi de maîtriser son processus de prise en charge et sa prévention », a indiqué Dr. Gisèle Mbuyi. A la date du 15 février 2021, la RDC a officiellement enregistré 24 423, cas confirmés et 1 probable ; 15 544 personnes guéries et 695 personnes décédées.

Meurtre des experts de l'ONU au Kasai : le procès à l'arrêt. La Cour militaire de l'ex-Kasai-Occidental a écourté mardi une nouvelle audience du procès des présumés meurtriers des deux experts de l'ONU, tués en mars 2017 au Kasai. La plupart des accusés n'était pas assistés par leurs avocats. C'est la troisième audience consécutive qui connaît le même sort. Sur les 32 prévenus en détention actuellement jugés par la Cour militaire, seuls 9 étaient assistés. Les avocats des 23 autres n'étaient pas présents dans la salle d'audience. La plupart des avocats qui assistent les personnes poursuivies dans cette affaire ont été désignés pro deo. Ils ne perçoivent pas d'honoraires.

Sud-Kivu : la NDSCI exige la délocalisation « immédiate » de tous les détenus dangereux de la prison de Bukavu. « La situation de la ville de Bukavu est devenue de plus en plus insupportable. Le banditisme est maintenant installé au cœur même de la ville même en pleine journée, les gens qui sont arrêtés, on les retrouve deux ou trois jours après libres. Et lorsque ces criminels recouvrent la liberté, la première chose c'est d'opérer par la vengeance. Et nous, on aurait souhaité que tous ces criminels qui sont déjà condamnés soient délocalisés de la prison centrale de Bukavu, qu'on les amène dans les prisons beaucoup plus éloignées, à Angenga à l'Equateur, à Buluhu dans le Katanga, dans d'autres prisons où ils auront du mal à recouvrer la liberté », recommande le président de la Nouvelle dynamique de la société civile (NDSCI).

La Monusco a hâte de travailler avec M. Lukonde et le Gouvernement qu'il va former. Les Nations Unies dans leur ensemble, y compris la Monusco, ont hâte de travailler avec Mr Lukonde et le Gouvernement qu'il va former pour les soutenir dans leurs efforts pour la stabilisation de la RDC et pour avancer vers un développement durable au bénéfice de tous les Congolais. La Monusco réitère sa détermination à soutenir les efforts de l'armée, engagée dans des combats difficiles dans des zones reculées, et à faire tout ce qui est en son pouvoir pour protéger les populations victimes de ces violences.

Lubumbashi : décès du célèbre comédien Mufwankolo. Ce pionnier du théâtre en RDC a tiré sa révérence à près de 91 ans. « Mufwankolo est l'un des premiers Congolais à se lancer dans le théâtre vers les années 1955 alors que le pays était sous la colonisation. Il a été le premier Congolais à aller faire une tournée en Europe avant l'indépendance du Congo en 1957 et en 1959. Mufwankolo est auteur de plusieurs œuvres théâtrales. A part ça, le théâtre mufwankolo est étudié dans différentes universités en Europe puisque Mufwankolo est considéré maintenant comme un genre littéraire sur le plan théâtral. Il y a même des stagiaires qui viennent de l'Europe provenant des différentes universités notamment de la France Belgique, Allemagne et même des Etats et du Canada puisque ils étudient Mufwankolo dans l'un des genres du théâtre Mufwankolo et en plus de ça, Mufwankolo a été le premier au niveau national à faire le théâtre radiophonique vers les années 1961 1962. »

La banque mondiale annonce le premier décaissement pour le financement du DDR-Communautaire. Pour la cheffe de bureau de la Banque mondiale à Goma qui conduit cette délégation, il ne reste plus que quelques formalités administratives à remplir. Madame Mona Nieburhr rassure que vraisemblablement les fonds seront disponibles en milieu de cette année notamment sur le volet DDR basé sur les communautés et la stabilisation de l'Est de la RDC. Une promesse de 50 millions de dollars avaient déjà été promis par le Chef de l'Etat Felix Antoine Tshisekedi pour le financement de cette initiative de Démobilisation et Réinsertion Communautaire des ex-combattants. Selon le coordonnateur provincial de DDR-C au Nord-Kivu, une dizaine de groupes armés actifs dans les territoires de Lubero, Rutshuru, Masisi et Walikale sont déjà disposés à se rendre. « Il n'y a que la prise en charge du processus qui faisait défaut »

Lomami : signature du protocole d'accord pour la construction de plusieurs infrastructures de base par une firme Chinoise. « Dans ce contrat, nous avons le palais de justice de Kabinda à construire, le palais de l'assemblée provinciale de Lomami, une prison centrale de Kabinda, le centre hospitalier de santé, le complexe sportif de Kabinda et quatre résidences officiels ici à construire, et nous avons un aéroport national à construire ici, sept instituts supérieurs à travers toute la province de Lomami à construire. Trois centres de formation professionnelle à travers toute la province. Donc c'est un grand chantier, et nous avons neuf ponts métalliques à travers la frontière, parce que même pour venir ici, nous avons traversé deux fois le bac. Alors, il faut jeter le pont pour faciliter l'accès à Mbuji Mayi, là où il y a l'aéroport international et pour développer aussi Lomami. Donc il y a beaucoup, et nous avons l'asphaltage de plus de 1285 Km d'asphaltage. Et nous avons quatre grands barrages hydro électriques d'une capacité de 60 Mw à construire ici. On a beaucoup de travail à faire ici dans la province. ».

Plus de 5 millions de Congolais vivent dans leur pays comme des déplacés internes. « La RDC compte plus de 5 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays. Ce qui représente l'une des plus grandes populations déplacées au monde et la plus importante en Afrique. Le HCR travaille en étroite collaboration pour aider le gouvernement à venir en

aide à ces personnes déplacées en RDC. Il dirige particulièrement la réponse en matière de protection et d'abris, et co-dirige, respectivement avec l'OIM et le PAM, la gestion de la coordination des camps et le cash. Bien que la superficie de la RDC soit vaste, la terre est contrôlée par les acteurs qui se trouvent hors de la région », a indiqué Mme Liz Ahua. Selon elle, ceci rend la vie difficile aux Congolais et complique davantage les opportunités pour les déplacés d'avoir leurs propres terres pour cultiver ou construire leurs maisons. Par ailleurs, 934 000 Congolais sont recensés comme réfugiés dans les pays africains, notamment l'Ouganda, le Rwanda, la Tanzanie, le Congo Brazzaville et la Zambie.

Échange entre Ilunga Ilunkamba et Sama Lukonde avant la remise et reprise. A l'issue de cet entretien, le Premier ministre Ilunga Ilunkamba a fait visiter à son hôte les bureaux réservés aux Premiers ministres dans cet immeuble, avant de lui remettre les clés. Ilunga Ilunkamba tenait ainsi à mettre à la disposition de son successeur un cadre de travail adéquat avant la remise-reprise officielle qui interviendra après l'investiture du nouveau gouvernement par l'Assemblée nationale lors de sa session de mars prochain.

Ebola à Biene : Dr Muyembe plaide pour la multiplication des investigations pour éviter que la maladie n'affecte l'Ituri. Selon lui, tout en citant le ministre provincial de la santé en Ituri, l'un des malades d'Ebola serait passé par Biakato dans le territoire de Mambasa. D'où il y a lieu de renforcer la surveillance du côté de l'Ituri : « Nous avons déjà envoyé les médicaments, notre molécule MAB 114. Et l'OMS a déjà envoyé les vaccins. Donc, les actions vont se faire très vite. Et cette surveillance ne s'arrête pas seulement au Nord-Kivu. Ça va s'étendre même en Ituri comme pendant les années de l'épidémie de 2018 à 2020 », a-t-il ajouté.

La RDC ne doit pas être un dépotoir des produits d'autres pays africains, dans le processus de l'opérationnalisation de la zone de libre-échange continentale (ZLEC). Dans une conférence de presse tenue ce mercredi 17 février à Kinshasa, le président de l'Association congolaise pour la promotion de l'invention, l'artisanat et de l'innovation technologique demande au gouvernement de financer les produits des inventeurs congolais afin d'être compétitifs sur le marché.

USN : les jeunes députés plaident pour l'application des principes de base dans la formation du gouvernement. La dite dynamique demande au chef de l'État de mettre en exergue les principes fondamentaux ayant conduit à la création de l'Union sacrée dans les prochaines étapes de la mise en place des institutions de la République.

Jeudi 18 février.

Kinshasa : la Regideso appelle les Kinois à la patience dans l'amélioration de la desserte en eau potable. Selon le directeur chargé de la communication de cette entreprise, les deux grandes usines qui vont améliorer cette desserte dans la capitale sont en construction et seront inaugurées le 31 décembre 2021. Entre temps, la Regideso demande à ses clients de payer régulièrement leurs factures et à l'Etat congolais de s'acquitter de sa dette de 151 828 386,92 USD.

Kisangani : une mission de contrôle de la Présidence sur les fonds alloués pour la riposte contre la covid-19. « Nous sommes venus faire le suivi des fonds qui ont été affectés par le gouvernement au niveau des provinces pour la riposte à la COVID. C'est un fond que nous, le gouvernement a bénéficié du Fond Monétaire International alors on devrait essayer un peu de voir comment ils ont déployé ces moyens-là, quels sont les résultats qu'ils ont obtenus, quelles sont les pièces justificatives qu'ils vont présenter pour que nous puissions aussi à notre tour les présenter au FMI qui les attend avant d'allouer un autre fond au gouvernement. C'est vraiment une somme modique 150 000 USD », a-t-il déclaré le Chef de la délégation des conseillers au Collège ECOFIN de la Présidence de la République.

Kwilu : La nouvelle société civile congolaise plaide pour la dotation en armes de la PNC. La nouvelle société civile congolaise indique que sa demande fait suite au constat selon lequel les policiers n'interviennent pas rapidement lors des crimes qui s'opèrent dans la ville de Bandundu, faute d'armes.

Beni : Les élèves déplacés seront admis dans toutes les écoles, selon l'EPST. « Nous confirmons d'abord la rentrée pour ce lundi 22 février. Enseignants, élèves, tous à l'école. Par rapport aux enfants déplacés, tel qu'il est prôné par le chef de l'Etat, tous les enfants ont droit à l'éducation. Ainsi, même les enfants déplacés seront admis dans des écoles proches de leurs domiciles sauf que, pour ceux du secondaire, ils doivent déjà mener des investigations pour connaître où fonctionne son option, pour qu'il soit aussi admis. Sans condition, tout le monde sera admis », a déclaré le directeur adjoint de la sous-division de l'EPST/Beni, Josué Maneno.

Sud-Kivu : les agriculteurs de Katogota se plaignent du manque des produits phytosanitaires. Auparavant, ils s'approvisionnaient en produits phytosanitaires dans la province burundaise voisine de Cibitoke en face. Mais depuis la fermeture de la frontière à la suite à la Covid-19, ils ne savent plus à quel saint se vouer. A Uvira et à Bukavu, ces

médicaments coutent chers, selon eux. Pendant ce temps, le maïs et la tomate cultivés sur des vastes champs vers l'axe Mukamba, Kahuli et Kininya, à Katogota, sont sérieusement attaqués par des chenilles Kajangala et Kibabu Katobola.

Tshopo : le regroupement politique "Ensemble" conteste le nouveau gouvernement provincial. Pour les signataires de cette déclaration politique, en formant son nouveau gouvernement, le gouverneur de province n'a pas tenu compte de l'évolution politique au pays. A l'Assemblée provinciale, la majorité a basculé du côté de l'Union sacrée de la nation. La composition du gouvernement doit donc prendre en compte cette réalité.

Nord- Kivu : les groupes armés multiplient les exactions contre les civiles à Kinyana. D'après la société civile de la chefferie de Bashali, les habitants n'en peuvent plus. Ils subissent au quotidien plusieurs attaques suivies du pillage de leurs biens par les assaillants Nyatura. Ces attaques se soldent toujours par des blessés et des assassinats. Des témoins racontent qu'il est difficile de se déplacer d'un village à un autre à cause des barrières où ces rebelles font payer de l'argent y compris le paiement des jetons obligatoires pour chaque ménage dans le village Kinyana.

Nord-Kivu : déplacement des habitants de Buabo suite aux combats entre Fardc et APCLS. Selon la société civile, la situation sécuritaire et humanitaire devient intenable dans plusieurs localités du secteur Oso Banyungu, notamment dans les groupements Buabo et Bihiri où les combats se sont poursuivis jusqu'à mardi 16 février. Des armes lourdes et légères ont été utilisées par les deux forces. Lors de ces affrontements, un civil aurait été tué, et presque tout le village s'est vidé de ses habitants. Les déplacés se sont amassés au chef-lieu du territoire de Masisi.

Lubero : l'asbl CJPSE sollicite une enquête sur la « reddition des faux Maï-Maï Léopards ». L'Asbl Cercle des Jeunes pour la Promotion Socioéconomique, (CJPSE), indique avoir mené des enquêtes auprès de ces miliciens après la cérémonie de leur reddition. Elle rapporte que parmi les personnes présentées comme Maï-Maï à la reddition, figurent des civils. Ces derniers ont été recrutés dans la cité, avec promesse d'obtenir du travail dans le cadre du projet du Fonds social, ou dans la CIAP-DDRC en qualité de sensibilisateurs, note le rapport. Le même document ajoute que les 15 anciens Maï-Maï sur la liste ne faisaient plus partie d'un quelconque groupe armé actif dans la région. Pour cette Asbl, le groupe Maï-Maï Léopards est un faux groupe armé qui a cessé d'exister depuis des années.

Bukavu : la division provinciale des mines désormais dotée des femmes OPJ. Les vingt inspectrices des mines ont prêté serment mercredi 17 février au parquet général de Bukavu, à l'issue d'une formation de deux semaines assurées par l'organisation Internationale des Migrations et le Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme (BCNUDH).

Uvira : 182 réfugiés rapatriés vers le Burundi, par la frontière de Kavimvira. C'est le 2e convoi de l'année après celui de 141 personnes rapatriées la semaine dernière par le HCR. Beaucoup parmi eux dénoncent de mauvaises conditions de vie dans les camps des réfugiés en RDC. La directrice régionale du HCR dans East Africa, Corne d'Afrique et CIRGL et ses ONG partenaires dans les pays des grands Lacs dont la RDC, le Rwanda, la Tanzanie et l'Ouganda ont besoin de 222,6 millions USD pour pouvoir apporter une aide humanitaire essentielle aux réfugiés burundais.

Maï-Ndombe : un groupe de voleurs arrêté à Nyoki par l'auditorat militaire. Plusieurs biens de valeur volés par ces malfrats et stockés dans une maison ont été saisis par l'auditorat militaire. Ces voleurs sont aussi gardés sur le même lieu en attendant leur transfèrement au parquet. Parmi les biens volés et découverts, figure plus de vingt panneaux solaires, une trentaine des télévisions de toute marque, des radios, des baffles, des batteries, des chaises, des ustensiles de cuisine de luxe, des valises pleines, etc. Un appel a été lancé auprès de ceux qui ont été victimes de vol de se présenter à l'auditorat militaire afin de retirer leurs biens retrouvés.

Reprise des cours : les enseignants de Lukolela et Yumbi réclament leur salaire d'octobre 2020. Ils conditionnent la reprise de service, le 22 février prochain, par ce paiement. Le secrétaire permanent du Syndicat des enseignants du Congo dénonce aussi l'indifférence des autorités compétentes car selon lui, depuis l'année passée, ils ont mené des actions sans aucune réaction des autorités administratives et de la Caritas, qui est chargée de leur paie.

Sud-Kivu : 8 administrateurs des territoires demandent à Felix Tshisekedi d'améliorer leurs conditions de travail. Les administrateurs de Kabare, Kalehe, Fizi, Uvira, Walungu, Mwenga, Shabunda et Idjwi, disent leur attachement à la nouvelle vision et détermination du Chef de l'Etat pour une gouvernance modèle. Ils relèvent aussi les conditions de travail précaires dans lesquelles ils évoluent depuis des années. Certains d'entre eux ont travaillé depuis trois à neuf ans sans salaires ni prime. Ils n'ont pas reçu des frais de fonctionnement ni de logement.

Haut-Katanga : des candidats uniques aux postes du bureau définitif de l'assemblée provinciale. Et donc Antoine-Gabriel Kyungu Wa Kumwanza, l'actuel président du bureau d'âge, sera le candidat unique à la présidence. Les autres

postes à savoir ceux du vice-président, du rapporteur, du rapporteur adjoint et du questeur ont aussi des candidats uniques. La campagne électorale est prévue pour ce vendredi 19 février. Le vote interviendra 24 h après.

Incursion des Bakata Katanga à Lubumbashi : plusieurs personnes arrêtées et transférées à Kinshasa. Parmi ces personnes, une dizaine au total, se trouvent certains officiers de l'armée et de la police. On compte aussi des présumés éléments Mai-Mai et l'ancien porte-parole de Kyungu Mutanga Gedeon. D'après un communiqué des Fardc, ces incidents ont causé la mort de douze assaillants, trois militaires et un civil.

ESU : le calendrier académique réaménagé prévoit la clôture de de l'année académique le 30 octobre. Selon ce calendrier, le début des cours du 1^{er} semestre est annoncé pour ce lundi 22 février et ira jusqu'au 19 Juin 2021. La date du 09 juillet marquera l'ouverture du 2^{ème} semestre, qui va se clôturer le samedi 30 octobre par la collation des grades académiques. L'ouverture de l'année académique 2021-2022 interviendra, quant à elle, à la date du 14 décembre 2021.

La jeunesse congolaise lance le concept « Plus rien comme avant ». Il s'agit notamment des mouvements citoyens, des associations socialisées, des différentes corporations et corps de métiers qui ont lancé ce mouvement ce jeudi 18 février à Kinshasa. A l'occasion, ces jeunes ont présenté leur cahier de charge reprenant les différentes attentes de la jeunesse adressées aux autorités du pays : l'emploi, l'éducation, ...

Vendredi 19 février.

Le prochain sommet UE-UA au centre des échanges entre le Président Tshisekedi et Charles Michel. Les deux personnalités ont échangé sur le prochain sommet UE-UA prévu au cours de la mandature du Président Félix-Antoine Tshisekedi. La date de ce sommet ainsi que son format ont fait l'objet d'une harmonisation des vues au regard de la pandémie de Covid-19. Les deux personnalités envisagent une réunion en présentiel au deuxième semestre de cette année tout en espérant que les efforts pour endiguer la pandémie de Covid-19 porteront des fruits. Ils ont aussi abordé la question des dettes des Etats africains lourdement affectés du fait de la Covid-19.

Kwilu : les malvoyants de Kikwit plaident pour un centre d'apprentissage des métiers. Le président de l'Association pour le développement des jeunes aveugles et malvoyants dans la ville de Kikwit indique que ces personnes sont exposées notamment à la mendicité, viols et grossesses précoces faute d'occupations lucratives. Il lance un SOS à tous pour permettre la réalisation d'un centre d'apprentissage pour lutter contre toutes ces difficultés. L'association œuvrant dans la ville de Kikwit, encadre plus de 75 personnes vivant avec handicap visuel.

Goma : une vingtaine de filles mères et désœuvrées apprennent la transformation des sachets en produits finis. Mme Daniela Mogambazo, superviseuse de l'activité de l'ONG Compassion des déshérités (CODESH), précise que ces femmes fabriquent des sacs à mains, des porte-clefs, des sous plats et d'autres objets artisanaux de valeur en utilisant les déchets des sachets plastiques qui polluent l'environnement. Cette activité entre aussi dans le cadre de la protection de l'environnement contre les produits non biodégradables.

Tshopo : affrontements entre l'armée et les miliciens à Kisangani. Des miliciens Mai-Mai et les Fardc s'affrontent, vendredi 19 février en plein centre-ville de Kisangani derrière le bâtiment du gouvernement de la Tshopo.

Ebola au Nord-Kivu : deux nouveaux cas confirmés à Butembo et à Lubero. D'après le ministre provincial de la Santé du Nord-Kivu, l'un se trouve de la zone de santé de Katwa, dans la ville de Butembo, et l'autre de Manguredjipa dans la zone de santé de Biena, en territoire de Lubero. Les deux malades sont tous pris en charge à Butembo. Le ministre indique que pour l'instant, l'identification des personnes contacts de ces nouveaux cas est en cours. Ce dernier indique également que l'activité de vaccination des contacts directs et indirects des malades déjà enregistrés se poursuit.

Pas de contrôle aux points d'entrée et sortie de Butembo, dénonce l'ONG REDHO. Dans une déclaration faite vendredi 19 février, le coordonnateur du Réseau pour les droits de l'homme redoute un embrasement de la situation, si les dispositions ne sont pas prises à temps pour prévenir la propagation. Il invite les experts de la santé à prendre des précautions pour que la maladie ne puisse pas sortir des trois zones de santé déjà affectées.

Bukavu: 2 morts à la suite d'une pluie diluvienne. Les habitants de Bukavu affirment que la pluie qui s'est abattue sur l'ensemble de la ville, jeudi après-midi a duré plus de quatre heures. Des avenues et autres artères sont envahies par des eaux de ruissellement allant en direction du Lac Kivu. Un enfant d'une dizaine d'années a perdu la vie et son corps. D'autres sources parlent d'un autre corps découvert dans la commune d'Ibanda au quartier Panzi. Le chef de quartier Ndendere en commune d'Ibanda évoque des véhicules et trois motos emportés par le courant d'eau. Au quartier Nyalukemba, c'est plus de soixante-sept maisons qui ont été inondées et qui présentent des fissures dangereuses.

Ituri : plus de 500 personnes touchées par la peste et 31 décès (AFP). La peste reste endémique en Ituri. Selon Dr Anne Laudisoit, épidémiologiste à « Ecohealth Alliance », une ONG basée à New York, qui séjourne dans la zone avec une équipe des chercheurs, ces cas de peste sont apparus entre le 15 novembre et le 13 décembre, dans la zone de santé de Biringi, située dans le territoire d'Aru en Ituri. Elle précise que l'âge moyen des personnes touchées est de 13 ans. Une recrudescence des cas de peste est constatée depuis juin 2020 dans la zone de santé de Rethy, dans la province de l'Ituri, avait alerté dès le 20 juillet l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

Sud-Kivu : les présumés bandits interpellés devraient être rapidement jugés, souhaite le gouverneur Theo Ngwabidje. « Nous avons interpellé les juridictions compétentes, nous pensons à la justice civile et militaire pour que ces gens soient jugés rapidement et qu'ils soient jugés dans des audiences foraines là où ils ont opéré. Un criminel qu'on a attrapé à Kadutu, il a commis un crime à Kadutu, doit être jugé à Kadutu. Rapidement après leurs condamnations, nous devons tout faire pour qu'ils soient transférés en dehors de la province du Sud Kivu », a déclaré Le gouverneur du Sud-Kivu. Les présumés bandits interpellés sont accusés de meurtre et assassinat, vol qualifié et association de malfaiteurs.

Tshopo : 3 morts dans des affrontements entre armée et miliciens « Nzambe Lumumba » à Kisangani. Ces miliciens de la secte mystico-religieuse « Nzambe Lumumba » avaient l'intention d'attaquer l'Etat-major de la 31 région militaire afin de libérer un chef Simba arrêté il y a quelques jours. Informés, les services de renseignement qui se sont rendus sur les lieux où se trouvaient ces miliciens au Quartier des Musiciens ont été attaqués par les assaillants. Il s'en est suivi alors un échange des tirs entre les deux camps.

Nord-Kivu : un mort dans une embuscade des ADF à Musuku, Félix Tshisekedi interpellé. Selon la société civile du territoire de Beni, une autre personne a été blessée et deux motos ont été abandonnées sur place. Janvier Kasahiry, rapporteur de cette structure citoyenne, attire l'attention du Chef de l'Etat et de la communauté internationale sur la menace des ADF qui devient encore plus active dans ce territoire.

Haut-Katanga : le Bureau définitif de l'assemblée provinciale sera installé samedi 20 février, à l'issue de l'élection qui aura lieu le même jour. Candidat unique, Gabriel Kyungu wa Kumwanza va probablement diriger le Bureau définitif de cet organisme délibérant. Il n'est pas le seul à être le candidat unique. Tous les autres postes à pourvoir ont chacun des candidats uniques. Au regard de la nouvelle configuration de cette assemblée provinciale avec les députés membres de l'union sacrée pour la nation qui sont majoritaires, il n'y aura presque pas de suspense, soutiennent les analystes.

Samedi 20 février.

Félix Tshisekedi reçoit Modeste Bahati, le candidat de l'Union sacrée au perchoir du Sénat et le bureau d'âge. Faisant la restitution de cette longue séance de travail, le président du bureau d'âge du Sénat Mamboleo, complété par le rapporteur Reagan Bakonga, a fait part au Chef de l'Etat de la situation jugée catastrophique trouvée au Sénat après leur désignation. « La banque Equity BCDC réclame à la questure du bureau d'âge un découvert bancaire de 5 millions USD alors que dans le même temps, les hôpitaux conventionnés menacent d'arrêter la prise en charge médicale des sénateurs pour raison d'insolvabilité de plusieurs mois », a déclaré à la presse présidentielle M. Reagan Bakonga qui a ajouté que la liste n'est pas exhaustive. Plusieurs autres questions dont le calendrier de l'élection du bureau définitif du Sénat et la suite à donner à la motion contre le premier vice-président Samy Badibanga ont été évoquées. A toutes ces questions, « des options claires ont été levées et seront rendues publiques dans les jours qui suivent », a dit le rapporteur du bureau d'âge de la Chambre haute du Parlement.

Les violences perpétrées par les milices menacent plus de trois millions d'enfants déplacés, en RDC et le monde entier ferme les yeux. Dans l'est du pays, une série d'attaques à la machette et aux armes lourdes ont obligé la population à fuir en emportant seulement le strict minimum. Des familles entières ont été tuées à l'arme blanche, y compris les enfants. Des centres de santé et des écoles sont saccagés, des villages entiers sont réduits en cendres, indique le document. Le rapport de l'Unicef appelle à mettre fin au conflit qui accentue l'une des plus graves crises humanitaires au monde. D'après les chiffres des Nations Unies, on compte actuellement 5,2 millions de personnes déplacées en RDC, soit plus que dans tout autre pays à l'exception de la Syrie. La moitié d'entre elles ont été déplacées au cours des douze derniers mois. Les familles déplacées vivent dans des camps surpeuplés sans accès à de l'eau propre, aux soins de santé et à d'autres services élémentaires. D'autres sont hébergées par des communautés locales pauvres. Dans les provinces les plus touchées par la violence (Ituri, Nord-Kivu, Sud-Kivu et Tanganyika), plus de huit millions de personnes souffrent d'insécurité alimentaire aiguë. « Les enfants déplacés ne connaissent que la peur, la pauvreté et la violence. Les uns après les autres, les générations ne peuvent penser qu'à leur survie », affirme le Représentant de l'Unicef en RDC. « Nous devons intensifier nos efforts afin de nourrir l'espoir d'un avenir meilleur pour ces enfants. » Le rapport contient le témoignage d'enfants qui ont été recrutés par les milices, qui ont été victimes d'agressions

sexuelles et ont subi d'autres violations graves de leurs droits. Au cours des six premiers mois de 2020, ces violations ont enregistré une hausse de 16% par rapport à l'année précédente.

Ituri : 23 civils kidnappés par les ADF relâchés. Vingt-trois civils kidnappés la semaine dernière par les rebelles ougandais des ADF dans le village Ndalya en chefferie de Walese Vonkutu dans le territoire d'Irumu ont été relâchés vendredi 19 février par leurs ravisseurs. Ces personnes ont été enlevées par ces rebelles lors d'une incursion qui a coûté la vie à une dizaine de civils, le 14 février dans ce village. Les otages ont affirmé avoir subi des travaux forcés en transportant des butins de guerre.

Bunia : la Monusco remet un bâtiment de cinq salles de classe et un bureau administratif au gouvernement provincial. Ce bâtiment d'une capacité d'accueil de soixante élèves dans chaque classe est construit grâce à l'appui financier du contingent Bangladesh de la Monusco. Toutes les salles de classe sont équipées en pupitres. Après l'Ecole primaire des Andossoma, c'est la deuxième école construite par le contingent Bangladais dans le même quartier.

Beni : les élèves déplacés de guerre seront admis dans les écoles sans condition ce lundi 22 février. « Toutes les dispositions idoines ont été prises avec les autorités urbaines et de l'EPST pour que ces élèves soient dans des salles de classe sans condition », indique la coordination de la protection civile et la co-facilitation de la synergie sur le mouvement et protection des populations ce samedi 20 février. Cette structure l'a annoncée après plusieurs concertations.

Kongo-Central : l'administrateur du territoire de Luozi mis à la disposition de la justice. Il lui est reproché d'avoir ordonné la répression d'une manifestation de protestation organisée jeudi dernier contre lui. Cette marche de protestation dont Anicet Mbemba administrateur du territoire de Luozi a ordonné la répression, avait causé la mort d'un jeune homme de 20 ans. La décision de mettre l'administrateur à la disposition de la justice est d'abord prise pour épargner sa vie contre la décision de la population de le lyncher. Cinq autres personnes ont été interpellées et conduites à Matadi. Il s'agit du commandant territorial de la police Luozi, poursuivit pour avoir mal géré ses éléments lors de cette marche, d'un capitaine et de deux policiers ayant fait usage d'arme létale lors de la répression de la dite marche.

Dimanche 21 février.

Haut-Katanga : Gabriel Kyungu au perchoir de l'assemblée provinciale. Le bureau définitif de l'Assemblée provinciale du Haut-Katanga a été installé, samedi 20 février, à l'issue du vote qui a porté Antoine Gabriel Kyungu wa Kumwanza au perchoir. Cette élection marque la fin de la session extraordinaire convoquée après la déchéance de l'ancien bureau. Ce vote marque aussi le renversement de tendance politique. Autrefois dominée par le Front commun pour le Congo (FCC), la nouvelle majorité de l'organe délibérant est actuellement composée de l'Union sacrée pour la nation.

Ebola à Butembo : deux malades décédés. « Nous venons d'enregistrer deux décès. L'un, nous l'avons enregistré hier soir, un autre nous venons de l'enregistrer ce matin. Il y a un ancien et un nouveau, donc il y a le dernier cas de Biena, donc le 6e cas qui est décédé, et il y a aussi le 3e cas qui est décédé. Donc, sur les 6 (malades d'Ebola), nous venons de perdre 4, et nous restons à prendre en charge 2 qui sont au CTE (Centre de Traitement d'Ebola) à Katwa », a détaillé Dr Nzanzu Salita, indique le ministre provincial de la Santé. Il demande ainsi à toutes les personnes-contacts de ces cas d'Ebola de se diriger vers les structures de santé le plus rapidement possible afin de connaître leur état de santé. Pour limiter la propagation du virus à Ebola, le ministre provincial de la Santé multiplie les séances de sensibilisation.

Kinshasa : 400 « Kulunas » identifiés pour être reconvertis en nettoyeurs. Chaque district (Funa, Tshangu, Lukunga et Mont-Amba) aura 2 jours de formation, à l'issue de laquelle les Kulunas recevront des diplômes pour être reconvertis en nettoyeurs. Ils seront affectés dans la société congolaise de transport (TRANSCO), à l'Office de voirie et drainage (OVD) et à la Société congolaise des transports et ports (SCTP). L'opération d'identification des « Kulunas » va s'étendre jusqu'au 28 février 2021, ajoute M. Jean-Marie Lukulasi. Il indique que cette activité se déroule avec la bénédiction du Président de la République, déterminé à éradiquer le phénomène Kuluna dans le pays.

Attaque de la milice Codeco en Ituri : 16 morts, dont 10 civils à Mongwalu. Le Porte-parole de l'Armée en Ituri, affirme que les dix civils ont été lâchement abattus par des miliciens du groupe armé Codeco de la branche URDPC, lors des opérations de ratissage menées contre ces rebelles par les forces loyalistes. Le lieutenant Jules Ngongo parle également de six assaillants neutralisés. Six autres ont été capturés. Des sources sécuritaires indiquent que ces hors la loi ont aussi mis le feu sur une trentaine de maisons et pillé plusieurs de la population. Parmi les victimes tuées pour la plupart à l'arme blanche figurent des femmes, des creuseurs artisanaux d'or ou encore des bouviers. Tous ont été froidement assassinés par ces miliciens qui occupaient le Quartier Saio et Kanga-Usine. D'autres civils ont été abattus

lors de la débande, affirment les autorités locales. Ces tueries ont eu lieu pendant que des soldats des Fardc menaient des opérations de traque en vue de les déloger de ces entités où ils ont commis plusieurs actes de violences.

Equateur : marche du parti politique ACO pour soutenir Sama Lukonde. Le parti politique Avenir du Congo (ACO) demande que les conditions de vie des habitants de l'Equateur soient améliorées, par les revenus des ressources naturelles de la province, la lutte contre la corruption et le clientélisme. Par ailleurs, le Premier ministre Jean Michel Sama Lukonde Kyenge a reçu en audience, le président du MLC et allies, Jean Pierre Bemba Gombo, samedi 21 février ici à Kinshasa. Au terme de leur entretien Jean Pierre, Jean Pierre a déclaré à la presse qu'il s'agissait d'encourager le Nouveau Premier Ministre, face aux défis qui l'attendent pour développer la RDC.

Ituri : les activités paralysées à Bunia. Les activités économiques sont restées paralysées samedi 20 février, dans la ville de Bunia en Ituri. Cette situation est due au respect du mot d'ordre lancé par la communauté Yira pour dénoncer l'assassinat de l'un de leurs membres, jeudi par des inconnus sur place à Bunia. D'après le président de la communauté Yira, Reagen Kambale, depuis le début de cette année, six personnes appartenant à son groupement ont été tuées dans des circonstances similaires. Pour lui, cette démarche vise à interpeller les autorités compétentes afin qu'elles s'investissent à fond pour que l'Ituri retrouve la paix.

Insécurité en Ituri : reprise des cours hypothétique dans les écoles d'Irumu et Djugu. Selon le ministre provincial de l'Enseignement primaire, secondaire et technique lui, l'insécurité et la pandémie à Coronavirus dans plusieurs coins de la province sont à la base de cette situation. Il fait remarquer que dans des écoles de la chefferie des Andis Oma et de Mobala, la population a abandonné son milieu de vie. Il invite les Ituriens à cesser les violences afin de donner la chance aux enfants d'aller à l'école.

Lundi 22 février.

Kalev Mutond : « La loi dit que l'agent de l'ANR a droit à une protection spéciale ». Interview.

Radio Okapi : M. Kalev Mutond : Le parquet général près la Cour d'appel de la Gombe vous a envoyé une invitation sur base d'une plainte déposée notamment contre vous par Jean-Claude Muyambo. Pouvez-vous le confirmer ? J'ai vu ce document comme tout le monde sur les réseaux sociaux.

La plainte porte sur des faits de torture, menaces de mort et d'assassinat attribués à l'ANR qui était sous votre direction. Quelle est votre réaction ? Ce sont des allégations qui sont portées à la connaissance du parquet par un plaignant et vous venez de le citer. Il n'est pas encore dit quel est l'auteur matériel de ces allégations. Et je pense qu'à ce stade je ne peux donner aucun avis.

Dans un autre document, le procureur demande à l'actuel administrateur général de l'ANR l'avis favorable pour vous entendre. Quel est le statut administratif et judiciaire de l'agent de l'ANR ? Il faut savoir que l'ANR est un service d'Etat qui fonctionne sur base des textes. Il y a une loi qui organise et régule le fonctionnement de l'ANR. Et cette loi répond parfaitement à votre préoccupation, en son article 20, c'est le statut administratif, tandis que les articles 21, 22, 23, 24 et 25 régissent le statut judiciaire.

Pourrait-on dire que l'agent de l'ANR est un intouchable ? Non. Intouchable c'est le mot que vous sortez. La loi dit que l'agent de l'ANR a droit à une protection spéciale. C'est l'article 21 que vous lirez : Une protection spéciale de son identité, de sa personne et de ses biens. Dire intouchable signifie qu'il peut commettre un crime. Ce qui n'est pas le cas. Il est protégé en ce que dans l'exercice de ses fonctions, il se conforme aux lois et aux règlements du pays. S'il commet une infraction ou un crime, la loi est là pour réprimer les crimes. Je ne peux pas me permettre de dire qu'à l'ANR il n'y a que des Saints. D'ailleurs, à chaque fois que des agents ont commis des bévues, ils ont été sanctionnés. Et nous-mêmes, en tant que responsables, nous n'encourageons pas que les agents commettent les bévues. Ce que nous disons aux agents, principalement nos OPJ, ce de faire en sorte que lorsqu'ils sont en face d'un prévenu, c'est d'en faire un ami. Et lorsqu'ils en font un ami, ils ont la possibilité d'obtenir les renseignements dont ils ont besoin. On ne peut pas torturer la personne de qui vous voulez obtenir des renseignements. Ça ne se fait pas.

Lubumbashi : déploiement de nombreux éléments de la garde républicaine. Pour les uns, ces commandos sont venus mettre fin aux vellétés des miliciens qui veulent toujours attaquer la ville. Pour les autres, ils sont venus simplement pour renforcer la sécurité dans la ville et prévenir les incidents du genre de ceux de dimanche 13 février qui ont vu les miliciens attaquer deux dépôts d'armements de l'armée. D'après la presse militaire, il s'agit d'un régiment de 1 800 commandos de la garde républicaine venus directement de Kinshasa en appui aux unités de la ville pour parer à toute éventuelle attaque et restaurer la paix selon le vœu du président de la république. A cet effet, la garde républicaine sollicite la collaboration de la population pour dénoncer tous les inciviques qui tenteraient de semer le désordre.

Rentrée scolaire timide ce lundi à Kinshasa. Certains parents ont préféré laisser leurs enfants à la maison à cause de la pluie qui s'est abattue dans la nuit de dimanche au matin du lundi 22 février. Les routes ont été inondées, notamment

La décision de reprise des cours sur l'ensemble du territoire national a été annoncée par le Gouvernement, après les concertations avec le comité multisectoriel de riposte contre la covid-19. Les autorités expliquent que cette reprise des enseignements est consécutive à la baisse de la courbe de la deuxième vague de la Covid-19.

Sud-Kivu : 36 députés provinciaux adhèrent à l'Union sacrée. Cette déclaration d'adhésion à l'Union sacrée est signée par 36 députés provinciaux sur les 48 que compte l'assemblée provinciale du Sud- Kivu. Tout en réaffirmant leur engagement à défendre les intérêts du peuple qui les a mandatés, ces députés se disent déterminés de soutenir et accompagner la vision du chef de l'Etat de rassembler les Congolais dans l'Union sacrée pour le développement.

Tshopo : début procès des éléments de la Force divine à la prison centrale de Kisangani. Sur place, dix-huit prévenus ont été présentés par le ministère public, devant le Tribunal militaire de garnison de Kisangani/Tshopo. L'auditeur militaire de garnison les poursuit pour plusieurs griefs, notamment la participation à un mouvement insurrectionnel, détention illégale d'armes et munitions de guerre. Il leur est reproché également le meurtre, la tentative de meurtre ainsi que le vol d'armes. Les affrontements avaient eu lieu entre ces FDS et les éléments des FARDC, au quartier des Musiciens, non-loin du gouvernorat de province. Trois personnes sont mortes parmi lesquelles deux militaires et un milicien. Trois blessés avaient été identifiés dont deux du côté des FARDC et un dans le camp des assaillants.

Reprise des cours à Tshopo : les responsables d'écoles appelés au respect des mesures barrières afin de lutter contre le coronavirus. « J'invite les parents à retourner leurs enfants à l'école tout en leur procurant la protection individuelle tels que les masques et j'invite vraiment les élèves à être très vigilants pour que nous puissions lutter contre cette pandémie et les responsables des écoles à disponibilité certains kits de lavage de mains à l'entrée de chaque école et de faire respecter les gestes barrières », a indiqué le ministre provincial de l'EPST.

Kalemie : des prisonniers vivent dans des conditions difficiles à la prison centrale. Selon le directeur de la prison, cette situation est due entre autres à la vétusté de cette maison carcérale construite en 1928. Cette prison héberge actuellement neuf cents détenus, alors que sa capacité est de deux cents cinquante. Chaque fois qu'il pleut sur la ville de Kalemie, les détenus de la prison centrale se préparent à vivre le calvaire.

Mbandaka : certains enseignants réclament leur salaire du mois de janvier auprès de Caritas. Ces agents de l'EPST dénoncent le retard récurrent avec lequel ils sont payés par la Caritas Mbandaka-Bikoro. Après concertation et avant de rouvrir leurs écoles, ils ont décidé d'exiger le paiement à la fois des deux mois et la délocalisation de leur paie pour d'autres banques de la ville. Le délégué des chefs d'établissements en grogne, demande aux autorités compétentes d'aligner les écoles aux banques qui sont sur place à Mbandaka. Le directeur de la Caritas développement Mbandaka-Bikoro, qui se dit conscient de la situation, appelle ses enseignants à la patience. « Il y a eu lenteur dans les transactions et les démarches sont en cours en vue de donner la solution au courant de la semaine », a précisé l'Abbé Louis Iyeli.

Nord-Kivu : l'ambassadeur de l'Italie en RDC tué dans une attaque armée. Les gardes du PNVI sont intervenus pour sauver l'Ambassadeur et l'ont conduit à l'hôpital de la Monusco où il a succombé des suites de ses blessures. L'attaque armée a visé un convoi du Programme alimentaire mondial (PAM) pendant une visite près de Goma. Un certain nombre d'autres passagers voyageant avec la délégation ont été blessés au cours de l'attaque. Les trois personnes décédées ont été identifiées comme étant l'ambassadeur d'Italie en RDC, Luca Attanasio, un membre de l'ambassade italienne et un chauffeur du PAM. La délégation se rendait de Goma à Rutshuru pour visiter un programme d'alimentation scolaire du PAM lorsque l'incident s'est produit. **Mort de Luca Attanasio : les responsables doivent être identifiés et poursuivis (Monusco).** Une attaque que condamne « avec la plus grande fermeté » le coordonnateur humanitaire et Coordonnateur résident des Nations Unies en République démocratique du Congo, David McLachlan-Karr. **La RDC promet de « tout mettre en œuvre » pour découvrir celui qui est à la base de cet acte,** a déclaré lundi 22 février, la ministre des Affaires Etrangères, Marie Tumba Nzeza. « Nous sommes d'autant plus peinés qu'il y a à peine une semaine qu'il était ici pour nous inviter à participer au G20 en Italie l'été prochain. Je présente des condoléances non seulement en mon nom propre, mais aussi au nom du gouvernement de mon pays au gouvernement d'Italie pour cette immense perte ». **Félix Tshisekedi instruit les services compétents à identifier les auteurs du crime.** Il condamne avec la plus grande fermeté cette attaque terroriste qui a visé le convoi de l'ambassadeur se trouvant à bord du véhicule du Programma alimentaire mondial (PAM).

Les assaillants au nombre de 6 et munis de 5 armes de type AK47 ainsi que d'une machette ont procédé par des tirs de sommation avant d'obliger les occupants des véhicules à descendre et à les suivre dans le fin fond du Parc et ce, après avoir abattu l'un des chauffeurs afin de créer la panique. Alertés, les Ecogardes et les Fardc présents dans les environs se sont mis aux troussees de l'ennemi. À 500 m, les ravisseurs ont tiré à bout portant sur le garde du corps décédé sur place et sur l'ambassadeur, le blessant à l'abdomen. Ce dernier a succombé à ses blessures, une heure plus tard, à l'hôpital de la Monusco de Goma. **Un émissaire de Félix Tshisekedi à Rome après la mort de l'Ambassadeur d'Italie en RDC,** pour apporter la lettre personnelle au Président du Conseil Italien. Selon la presse présidentielle, Félix Tshisekedi se dit très consterné à la suite de l'assassinat du diplomate italien, Luca Attanasio. Félix Tshisekedi a aussi décidé d'envoyer

une équipe de la Présidence à Goma, en vue d'accompagner les enquêtes en cours et rendre compte, régulièrement, au Chef de l'État. Une enquête est déjà en cours, afin d'élucider les circonstances, les responsabilités et d'entreprendre des actions répressives afférentes à ce drame.

Mai-Ndombe : les services de sécurité instruits à accentuer la vigilance et le contrôle aux ports. Tous les armateurs qui naviguent la nuit doivent être interceptés et traduits en justice. C'est ce qu'a déclaré le vice-Premier ministre en charge de l'Intérieur, relayé par Christian Mubiala, son conseiller en charge de la sécurité publique, en mission samedi 20 février à Bandundu. Il est venu s'enquérir de la situation sur le naufrage d'une baleinière qui a eu lieu lundi 15 février sur le fleuve Congo dans la province du Mai-Ndombe, vers le village Nkana.

Nord-Kivu : reprise des cours hypothétique dans les Masisi, Rutchuru et Walikale affectés par l'insécurité. La situation est plus préoccupante dans la partie Bashali Mokoto en territoire de Masisi. Les enseignants sont de plus en plus victimes des exactions commises par les combattants des groupes armés. Ce qui crée une psychose au sein de la population et empêchent les parents d'envoyer leurs enfants à l'école. C'est notamment à l'E.P. Bishingiri dans la localité de Mpati où les activités n'ont pas repris ce lundi à la suite du meurtre d'un enseignant, la nuit dernière. D'autre part, un autre enseignant de l'Institut Kalonge sur l'axe Kalembe, dans la même région, a été kidnappé le 20 février dernier par ce même groupe armé. Les ravisseurs auraient exigé une rançon de 50 USD. Par ailleurs, du côté de Bwito dans le territoire de Rutchuru, des écoles entières sont occupées par des déplacés qui fuient les opérations militaires.

Le ministère de l'EPST réaménage le calendrier scolaire. Les cours ont repris ce lundi 22 février et iront jusqu'au 8 septembre 2021. Cette reprise des cours coïncide avec le début du deuxième trimestre d'une durée de 72 jours au niveau maternel, et de la troisième période pour le primaire jusqu'au 10 avril, alors qu'au niveau secondaire, l'on reprend ainsi la deuxième période qui va jusqu'au 8 mai. Sauf changement de dernière minute, la rentrée scolaire prochaine est fixée au lundi 4 octobre 2021, soit un seul mois des vacances de fin d'année scolaire.

RDC : Sama Lukonde débute les consultations pour la formation de son gouvernement. Au premier jour de ces négociations, il a reçu 4 regroupements politiques à l'hôtel du gouvernement à Kinshasa. Il était question pour le formateur du prochain gouvernement d'échanger sur son critérium et sa vision dans le choix des futurs membres du gouvernement. **Avoir un casier judiciaire vierge, l'un des critères de Sama Lukonde.** « Le Premier ministre, Jean Michel Sama Lukonde a été très clair en disant qu'il faudrait tenir compte de la moralité, d'intégrité, de compétence, d'expérience, mais aussi avoir un casier judiciaire vierge », a déclaré Modeste Bahati. Le Premier ministre a aussi insisté sur la taille du gouvernement, qui devra être réduite. Un gouvernement de « guerriers » qui sera constitué de personnalités qui « seront au service du peuple, et répondre aux attentes du peuple. »

Mardi 23 février.

Attaque contre une mission du PAM : le chef de l'ONU appelle la RDC à enquêter rapidement sur ce ciblage odieux. « Le Secrétaire général appelle le Gouvernement de la République démocratique du Congo à enquêter rapidement sur ce ciblage odieux d'une mission conjointe des Nations Unies sur le terrain et à traduire en justice les auteurs de cette attaque. Il réaffirme que les Nations Unies continueront d'appuyer le Gouvernement et le peuple congolais dans leurs efforts visant à instaurer la paix et la stabilité dans l'est du pays », martèle le communiqué. Dans une déclaration à la presse, les membres du Conseil de sécurité ont aussi souligné « la nécessité de traduire en justice les auteurs de cet acte ».

Ituri : 2 détenus meurent de faim au cachot de la police à Mongwalu. Une situation qui perdure car la commune ne dispose pas de budget pour nourrir les prisonniers, déclare le maire de Mongbwlu. Certains vivent de l'assistance des membres de famille ou des proches, affirme la même source. D'autres sont abandonnés à leur triste sort.

Kananga : élèves et responsables d'écoles heureux de reprendre les cours. Comme un peu partout dans le pays, les cours ont repris dans les écoles de Kananga au Kasai-Central. Elèves, enseignants et responsables d'écoles ne cachent leur joie de reprendre les activités suspendues depuis décembre dernier en raison d'une hausse des cas de Coronavirus sur le territoire national.

COVID-19 : 5 nouveaux cas enregistrés en 3 jours au Nord-Kivu. « En rapport avec Covid-19, les chiffres ne font qu'augmenter. Les trois derniers jours, la province vient d'enregistrer 32 nouveaux cas. Les zones de santé touchées, nous avons la zone de santé de Goma qui a 23 nouveaux cas COVID, 8 à Karisimbi, 3 à Katwa, 1 à Musienene et 1 à Beni. C'est-à-dire que le cumul des malades en province du Nord-Kivu s'élève. « Nous réitérons le message du gouverneur de province du Nord-Kivu, c'est de porter correctement son masque en tout lieu public, se laver les mains à l'eau et au savon, éviter les lieux de rassemblement et le deuil, et quand on est malade, qu'on se rapproche de la structure des soins pour que les professionnels puissent nous orienter. ». **Covid-19: les ministres provinciaux du**

Haut-Katanga se lancent dans la sensibilisation de la population. Selon des sources médicales, la province enregistre des contaminations massives et les malades sont de plus en plus nombreux dans les centres hospitaliers. Sur le terrain, cette délégation était constituée des ministres provinciaux de la santé, du commerce et de l'agriculture et du maire adjoint de Lubumbashi. Ils sont allés dans certains grands espaces commerciaux de la ville. « Le constat est désolant parce que même les responsables des grands magasins n'avaient pas de masques et moins encore le gel hydro alcoolique. Ce qui a fait qu'on a dû interpellé quelques-uns parmi les magasins visités. Ce n'est pas dans le sens de punir mais de prodiguer d'abord le conseil et d'alerter la population. » Ce constat fait par le ministre Thierry Maghoma est presque le même à travers la cité.

Ebola : un nouveau cas enregistré à Biena. Il s'agit de la fille du deuxième cas confirmé de cette 12e épidémie d'Ebola qui sévit dans la région. Ceci porte à sept le nombre total des cas parmi lesquels on compte quatre décès. Cette annonce a été faite par le ministre provincial de la santé, au cours d'un point de presse tenu lundi 22 février à Butembo. Il indique que, de ce cumul de cas, plus de sept cents contacts sont déjà listés. Il invite les personnes contacts qui se cachent à se faire identifier pour une prise en charge. **Ebola : les dispositifs de contrôle placés aux frontières de Butembo.** La même source renseigne que les activités de contrôle ont repris aux frontières, dans le but de limiter la propagation de la maladie à virus Ebola. Tout commence par l'enregistrement dans un registre des passants qui entrent et sortent de la ville, du lavage obligatoire des mains et du prélèvement de la température. Le lundi 22 février, le ministre provincial de Santé a affirmé que les mêmes dispositions sont mises en place à la barrière de Kyambogho, à la sortie sud de la ville et à l'aéroport.

Mbandaka : l'Unicef distribue 60 000 masques aux élèves. « Un lot de 60 mille (masques) vient d'être remis à l'autorité. Une deuxième phase de 100 mille masques va suivre pour couvrir au moins 80 % des écoles de Mbandaka ».

Claude-François Kabulo analyse les conditions pour la réussite du projet pilote Tournoi Interscholaire. Journaliste à la Radiotélévision nationale congolaise (RTNC) et analyste sportif, il estime que la réussite du projet pilote « Tournoi Interscholaire » sur le continent Africain dépendra du choix des animateurs. Il fait cette analyse en marge de la visite du président de la FIFA le week-end dernier. Il s'exprime sur le choix de la RDC par la FIFA pour démarrer le projet pilote « Tournoi Interscholaire » sur le continent Africain et a fait quelques propositions pour la réussite de ce projet.

Nord-Kivu : la ministre de la Pêche tente de trouver des solutions aux conflits relatifs à l'activité de pêche sur le lac Edouard. La ministre provinciale de la Pêche du Nord-Kivu conduit depuis le week-end dernier, une délégation dans la zone du parc national des Virunga. Après Vitshumbi, en territoire de Rutshuru, cette délégation a poursuivi la visite, lundi 22 février, à Kyavinyonge, dans le territoire de Beni. Selon le vice-président du comité des pêcheurs de Vitshumbi, la politisation des conflits entre les habitants des enclaves de pêche et les gestionnaires du Parc, l'activisme des groupes armés autour du lac, sont entre autres les problèmes auxquels la ministre devrait trouver des solutions afin de rétablir un climat apaisé autour de l'activité de pêche sur ce lac.

Kisangani : les jeunes appelés à se désolidariser des mouvements susceptibles de créer l'insécurité dans la ville. Richard Katembo, cadre du parti politique RCD/KML regrette que des jeunes gens se soient retrouvés parmi les assaillants à l'origine des affrontements avec les Fardc, vendredi 19 février : « Nous devons être soudés avec les services de l'Etat, nous devons collaborer avec les responsables politico administratifs, nous devons collaborer avec les services attitrés sur place à Kisangani, nous devons être vigilants... ». Réagissant à la nomination par le Président de la République du nouveau Premier Ministre, il interpelle le Premier ministre à trouver des solutions pour les jeunes de la Tshopo.

Sud-Kivu : 2 morts et dégâts matériels importants à la suite de la pluie à Ziralo. « Nous avons été alertés par les collègues acteurs du groupement de Ziralo en ce qui concerne les dégâts causés par une forte pluie dans le groupement de Ziralo faisant état de deux personnes mortes, et quatre blessées, plusieurs actifs agricoles endommagés dans les champs, cinq ponts emportés par les eaux », a indiqué le président de la société civile de Kalehe. Il a par ailleurs sollicité l'aide auprès des hommes de bonne volonté pour venir en aide à ces sinistrés.

Mai-Ndombe : le bac d'Inongo qui facilite la traversée sur les axes Inongo-Selenge et Isongo de nouveau opérationnel. Ce bac qui facilite la traversée sur les axes Inongo-Selenge et Isongo, était tombé en panne depuis le 18 novembre dernier, rendant ainsi difficile les traversées. Il a été réparé au centre matériel 280 de l'Office des routes à Bandundu-ville avec l'appui financier du le Fonds national d'entretien routier (FONER).

Mise en garde des Fardc contre ceux qui incitent les militaires à commettre des actes contraires à la loi. « Nous avons vécu ces derniers temps des velléités insurrectionnelles et sécessionnistes un peu partout. Vous avez vécu ce qui s'est passé à Kisangani, à Lubumbashi avec les Bakata Katanga, Codeco, Ngomino, et tous les autres groupes armés au Nord et Sud-Kivu et dans l'espace Katangais. Ça ne peut pas continuer. Les Forces Armées mettent en garde toute personne qui tire des ficelles, et tous les auteurs de ces actes car désormais la loi sera appliquée et tous seront mis hors

état de nuire à partir d'aujourd'hui et mis à la disposition de la justice pour subir toute la rigueur de la loi », a indiqué le général Sylvain Ekenge, commandant adjoint du Service de Communication et Information des Fardc. Pour lui, toutes ces personnes sont identifiées et pourraient être traduites en justice. Ce communiqué s'adresse aux populations du Haut-Katanga, Lualaba, Nord-Kivu, Sud-Kivu, Tshopo, Ituri et celles des territoires de Beni, Rutshuru et Fizi.

Sama Lukonde reçoit 8 regroupements politiques au deuxième jour des consultations. Le Premier ministre, Sama Lukonde, poursuit, mardi 23 février à Kinshasa, les consultations en vue de la formation de son gouvernement. Cette série d'échange est une de grandes étapes dans le processus de formation du gouvernement qui doit nécessairement être connu avant l'ouverture de la session ordinaire du parlement programmé pour le 15 mars prochain.

Les dépouilles de Luca Attanasio et son garde du corps rapatriées en Italie. Les deux corps ont été ramenés en Italie, après une cérémonie de derniers hommages rendu à ces victimes de l'attaque armée de lundi 22 février en territoire de Nyiragongo, dans le Nord-Kivu. Le gouverneur du Nord-Kivu, Carly Nzanu Kasivita a effectué une visite de compassion au sein de la famille du chauffeur du Programme alimentaire mondial (PAM), Mustafa Milambo, l'une des victimes.

Reprise des cours à Rutshuru : déplacés et élèves se partagent les salles de classes et les toilettes. « Ce matin, les déplacés ont quitté les salles de classe, les élèves les ont occupées, et après les cours, les déplacés vont encore retourner dans les salles de classe (...) Même les toilettes sont déjà occupées. Certains bancs sont déjà cassés, utilisés par les déplacés comme bois de chauffe. Pendant les heures des cours, la cour est occupée par les déplacés avec leurs enfants ». Cette rotation d'occupation des salles des classes ne résout pas le problème des élèves qui doivent étudier.

Les ambassadeurs accrédités à Kinshasa interdits de voyager à l'intérieur sans informer le ministre des Affaires Etrangères. C'est l'une des résolutions prises mardi 22 février, à l'issue du Conseil de sécurité spécial organisé autour du Président de la République, Félix Tshisekedi. Autre décision prise : l'engagement ferme pour renforcer la sécurité dans les zones rouges, c'est-à-dire les parties de la RDC, considérées comme à haut risque. Le Conseil de sécurité va aussi tout mettre en œuvre pour dénicher les commanditaires de ce crime crapuleux et leurs complices intellectuels. Peu avant le Conseil de sécurité spécial, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo est allé consoler l'épouse de l'ambassadeur italien, Mme Zakia Attanasio et ses trois filles, au domicile familial sur l'avenue Baudouin dans la Commune de la Gombe.

Mercredi 24 février.

Meurtre des experts de l'ONU : la tête de Zaida Catalan a été remise à Vincent Manga, soutient l'accusation. Le rapport d'expertise établi par l'institut médico-légal national de Suède révèle que les mèches de cheveux retrouvées sur Vincent Manga lors de son arrestation appartenaient à Zaida Catalan. Après la lecture de certains extraits de ce document, le ministère public affirme que c'est à Vincent Manga que la tête de l'expert de l'ONU a été remise après son exécution. Le ministère public soutient qu'en plus d'être un chef milicien, Vincent Manga confectionnait également des fétiches pour la milice. D'où la présence des nombreuses formules fétichistes dans un carnet saisi sur Vincent Manga. Le même rapport d'expertise révèle également que ce carnet appartenait également à Zaida Catalan.

Le personnel de l'Hôpital général de référence de Kinshasa en grève. La situation est tendue depuis quelques mois dans cette structure. A la base, la polémique entre le ministère de la Santé et le gouvernement provincial sur sa gestion. A en croire les syndicalistes, la tension a été ravivée mercredi par l'incursion d'un groupe de policiers à la recherche du médecin directeur installé par le ministère de la Santé.

L'ONG Renafem lance un projet pour améliorer la participation de la femme dans la production artisanale des minerais. L'ONG Réseau National des Femmes dans les Mines a lancé le 22 février le projet « Recherche Action sur les besoins, et perspectives pour la prévention et lutte contre la Covid-19 dans les sites miniers ». « Par rapport à cette pandémie, nous avons constaté que la femme est devenue très marginalisée. Puisqu'il y a un moment, on avait fermé les sites miniers. Les femmes n'y accédaient plus, et même les hommes n'y accédaient plus. On a pris, par après les mesures d'ouverture des sites miniers, mais les femmes n'avaient pas la possibilité d'accéder aux sites miniers. Il y a les responsables des puits, les responsables des sites miniers qui refusaient l'accès aux femmes dans les sites soi-disant que les femmes sont des porteuses de Covid-19. C'est là que nous disons qu'il faut aller identifier les problèmes et besoins ». La coordinatrice de Renafem indique qu'après cet atelier les femmes vont descendre sur terrain pour identifier tous les problèmes. Ce projet est financé par la Banque mondiale.

Kongo-Central : plaidoyer pour la révision de la mesure interdisant l'entrée des gros véhicules à Matadi avant 22h00. Lors d'une réunion interministérielle élargie à la FEC et aux autres services relevant du ministère des transports dont la police de circulation routière (PCR), les représentants de ces deux structures ont indiqué que cette

décision du maire aura une incidence, non seulement sur le bien-être physique et social des transporteurs, mais aussi sur les services portuaires et sur l'économie du pays. Ils appellent à une étude approfondie de ce dossier. Cet arrêté a été pris pour remédier aux problèmes des embouteillages, afin d'assurer la fluidité de la circulation dans la ville de Matadi.

Lomami : l'irrégularité du trafic ferroviaire à la base de la détérioration des conditions de vie des habitants.

Dans la province de Lomami, près de cinq localités dépendaient autrefois du trafic ferroviaire. Ces habitants affirment que les trains facilitaient les échanges commerciaux. Aujourd'hui, leurs conditions de vie se sont détériorées car le passage des trains n'est plus régulier dans toutes ces localités.

Butembo : début du procès de présumés assassins du Dr Muzoko. Ce médecin camerounais avait été tué par balle par des hommes armés, en avril 2019. Sur vingt-cinq personnes arrêtées dans cette affaire, seules huit sont présentes au procès, dont trois médecins Congolais. Tous les accusés absents à ce procès sont en fuite depuis la récente évasion massive des prisonniers de Kangbaya à Beni.

Beni : l'armée lance l'opération Ruwenzori II. Selon le porte-parole des opérations Sokola 1 Grand Nord, cette nouvelle opération a pour objectif d'arrêter les attaques récurrentes contre la population civile dans le Ruwenzori, mais aussi neutraliser tous les ADF qui déstabilisent la population dans cette partie du territoire de Beni. « Nous allons impliquer les leaders de ce milieu ; ils doivent nous accompagner impérativement. La société civile sera aussi associée. Il est plus que temps de regarder tous dans la même direction »

Nord-Kivu : un nouveau plan d'urbanisation de la ville de Goma en étude. Pour le ministre provincial en charge de l'urbanisme au Nord-Kivu, Muhindo Rodriguez, le plan urbain de référence qui devrait être élaboré, à l'issue dudit projet, devrait corriger le développement qu'a connu la ville de Goma sans un plan urbain au préalable : « Nos villes ont existé par des occupations de fait. Certaines n'ont pas été urbanisées au préalable. Alors que les villes doivent être urbanisées en amont pour que les populations viennent habiter après. Mais les populations ont précédé l'urbanisation ». Pour le vice-président de l'assemblée provinciale du Nord-Kivu, Jean-Paul Lumbulumbu, du fait que l'exécution de ce plan devrait prendre près de 15 ans, l'Etat devrait déjà anticiper d'autres dispositions : « Nous allons à environ 1,5 million d'habitants à Goma et à cause de l'insécurité dans les territoires, la tendance de la population c'est de faire un exode rural vers la ville de Goma. Je pense également qu'il faudrait encourager le gouvernement à mettre plutôt en application le plan d'aménagement ». Ce projet du gouvernement qui a ciblé les villes de Goma, Bukavu, Matadi et Kikwit, est piloté par le ministère national en charge de l'urbanisme et habitat.

Beni : 12 morts lors d'une double attaque attribuée aux rebelles ADF, perpétrée dans la nuit de mardi à ce mercredi 24 février dans deux zones différentes, à Kisima dans le secteur de Ruwenzori et dans la commune rurale d'Oicha, chef-lieu du territoire de Beni. Cette double attaque survient deux jours après l'embuscade tendue par les ADF ayant coûté la vie à trois civils toujours dans le secteur de Ruwenzori.

Trois enfants atteints par balle à Beni, le parlement d'enfant en colère. Le parlement d'enfant s'enflamme après l'incident survenu mardi 23 février en pleine journée quand un bandit poursuivi par la police a tiré sur trois enfants dont deux ont perdu la vie et l'un encore aux soins, à Beni (Nord-Kivu). Pour le coordonnateur de cette structure qui défend les droits des enfants, cet acte mérite une sanction exemplaire pour tous les porteurs d'armes.

Beni : les étudiants de l'UOS manifestent pour exiger la reprise des cours. Les étudiants de l'Université Officielle de Semuliki ont débuté depuis mardi 23 février une série de manifestations pacifiques pour exiger la reprise des cours. En effet, depuis une vingtaine de jours, le personnel scientifique, technique et ouvrier de l'UOS est en grève pour dénoncer « la malversation financière et la mauvaise gestion » du comité de gestion de cette université.

Ituri : 11 personnes tuées à Babelebe par des miliciens FPIC. C'est en début d'après-midi de mardi que ces miliciens munis de fusils et d'armes blanches ont pris d'assaut cette zone située à une vingtaine de km de Bunia, rapporte la société civile du coin. Ils ont ouvert le feu sur la population locale. Sept personnes dont trois enfants et deux femmes ainsi qu'un chef de localité sont morts sur place. Leurs corps ont été ensuite découpés à l'aide des machettes, affirment certains témoins. Des sources sécuritaires dans la zone renseignent que quatre autres corps mutilés de trois femmes et un enfant ont été découverts après le retrait de ces hommes dans cette localité. Ces miliciens ont également incendiés 19 maisons.

Equateur : le parquet de grande instance de Mbandaka n'a qu'un seul magistrat. La situation perdure depuis plus d'une année. Conséquence, les dossiers des justiciables traînent longtemps. Certains plaignants à bout de patience préfèrent se faire justice. C'est ainsi que l'Institut de Formation Internationale en Droits Humains, Vigilance (IFIDH/V), plaide pour la nomination de nouveaux magistrats, dans sa lettre adressée au Président du conseil supérieur de la magistrature. L'IFIDH/V indique qu'au parquet de grande instance de Mbandaka, il y a un seul magistrat. Lequel assume l'intérim du procureur de la république, instruit les dossiers, siège aux audiences, contrôle les amigots, ... Il en

est de même des parquets secondaires de Mbandaka et de Basankusu, où les chefs seuls exercent toutes les fonctions. Certains justiciables disent dépenser davantage auprès de leurs avocats conseils, sans solution immédiate. Ce qui les pousse à ne plus croire à la justice, mais plutôt à se faire eux-mêmes justice.

Sud-Kivu : inauguration d'une première usine pour le traitement de café à Bukavu. Cette usine d'une capacité de démarchage de plus de deux tonnes par heure va permettre à la province d'augmenter la quantité et la qualité du café produit chaque année. « Nous estimons dans les six mille tonnes de café chaque année et nous pensons réaliser 312 conteneurs. Aujourd'hui nous ne réalisons que 45 conteneurs chaque année. Et aussi comme conséquence, nous n'avons pas les statistiques d'exportation du café de la province du Sud-Kivu alors que nous sommes grand producteur du café ».

Sud-Kivu : 4 déplacés internes de Bijombo sont morts par manque de nourriture en l'espace de trois jours. La société civile de la région et le chef de groupement, Tete Amisi, déplorent, mercredi 24 février, la détérioration des conditions de vie de 2 500 déplacés internes hébergés dans ce camp de Bijombo.

L'ancien Premier ministre Nsinga Udjuu décédé à Kinshasa. Sous le feu Président Joseph-Désiré Mobutu, N'singa Udjuu a occupé plusieurs postes ministériels : Il a été commissaire d'Etat, c'est-à-dire ministre de la Justice, ministre de l'Intérieur, Premier commissaire d'Etat (Premier ministre). Joseph N'singa est né le 29 septembre 1934 à Nsontin, dans la province du Bandundu. Il fait ses études à l'Université Lovanium, actuelle Université de Kinshasa (Unikin).

Lambert Mende : « Nous avons l'ambition de servir le pays, là où on nous demandera de servir ». Lambert Mende, à l'issue de son entretien avec le Premier ministre, Sama Lukonde déclare : « Nous avons promis à Monsieur le Premier ministre de lui amener une contribution substantielle dans les prochaines 48 heures. Notre regroupement politique se fera le devoir de déposer entre ses mains, les enrichissements par rapport au programme tel qu'il nous a indiqué les principales articulations (...) Il appartient au Premier ministre de les mettre en musique et à la disposition de l'opinion publique ». Dans son agenda, le Premier ministre a aussi reçu les partis politiques Avenir du Congo (ACO) de Patrick Bologna, Action des Alliés pour l'Amélioration des conditions de vie des Congolais (AAAC), le PPRD, ACC et la Coalition des démocrates (CODE) de Jean -Lucien Bussa.

Kinshasa : « On m'en veut et je ne sais pourquoi », s'interroge Pierre Masudi, de la Police judiciaire. Pierre Masudi est détenu au cachot du Parquet. Il s'agit d'une extorsion présumée d'un sujet indien à hauteur de 75 000 USD, dont se seraient rendus coupables ses agents opérant sur le terrain. Et leur Chef en répond devant l'Inspecteur général de la police judiciaire. Celui-ci vient de boucler son instruction pré juridictionnelle et va incessamment transmettre le dossier au parquet général. A en croire l'accusé, seuls 32 000 USD seraient extorqués d'un indien trafiquant de l'or, qui lui aussi est en détention préventive avec son complice, un Congolais, à la prison centrale de Makala. Masudi affirme avoir récupéré de ses agents cet argent qu'il a restitué à l'Indien. Et les 43 mille restants, ils se seraient évaporés dans la nature.

Kwilu : un député plaide pour l'interdiction et la commercialisation de la boisson « Lotoko » à Gungu. Au total, près de 6 000 bidons de 25 litres de la boisson alcoolique, communément appelée « Lotoko » sont fabriqués par jour dans les cités de Mukedi et Kilembe, dans le territoire de Gungu et sont commercialisés à Kikwit, à Kinshasa ou à Tshikapa. Selon le député provincial Aldo Lwadi qui alerte, la production de ladite boisson, fabriquée à base de maïs crée une rareté de cette denrée de première nécessité pour la population. La consommation de cette boisson a un effet négatif sur la santé des consommateurs et sur leurs comportements.

Nyunzu : des dizaines d'écoles touchées par des intempéries ne fonctionnent pas. Une 20^{ème} d'écoles ne savent pas fonctionner convenablement par manque de bâtiments à cause des intempéries. Seuls quatre établissements scolaires ont bénéficié des bâches de l'Unicef. A ces difficultés, s'ajoutent les problèmes de délocalisation de certaines écoles affectées par l'insécurité, indique le président de l'Association nationale des parents d'élèves et étudiants du Congo (ANAPECO).

Huit ans du Mécanisme de suivi d'Addis Abeba : "Si ce programme est appliqué à la lettre, la paix reviendra à l'Est du pays" (Claude Ibanlaky). Ce programme qui a pour rayon d'action, les provinces du Nord et Sud Kivu, du Maniema et de l'Ituri, a pour objectif, entre autres, de renforcer les capacités des citoyens, des communautés locales et des institutions nationales en matière de gestion des conflits. Renforcer la cohésion sociale et instaurer ou accroître la confiance entre les groupes sociaux, est aussi l'un des objectifs poursuivis par cet accord. Selon le programme, la pacification exige que les populations locales disposent des alternatives vitales. Les inciter dans les activités socioéconomiques à travers des projets de développement local durable et la promotion ainsi que l'exploitation des opportunités transfrontalières en faveur de l'intégration régionale. Ce programme vise avant tout les combattants, mais aussi leurs dépendants, les déplacés internes, les réfugiés et les jeunes de la région.

Kinshasa: les agents de la BIAC exigent d'être partie prenante dans le processus de sa liquidation. Les agents et cadres de la BIAC se sont constitués en collectif. Pour le président de ce collectif, Lazare Kiwaka, les agents et cadres demandent deux choses : le paiement des arriérés de leurs salaires non payés en totalité depuis que la crise a commencé en 2015 et le versement de leurs décomptes finaux.

Sud-Kivu : la société civile dénonce la présence des militaires sur le site minier de Luhihi. Les organisations membres du groupe thématique Mines et hydrocarbures ont affirmé mercredi que l'exploitation minière de Luhihi regorge encore de militaires pourtant déclarés non éligibles dans les activités minières. Serge Namira, acteur de la société civile affirme qu'une quantité d'environ 17Kgs d'Or avait disparu la semaine du 18 au 22 février dernier. La société civile exige la cessation des activités dans ce site minier pour remettre de l'ordre et le démilitariser.

COVID-19 dans la Tshopo : les prestataires exigent le paiement de 7 mois d'arriérés de prime. Parmi eux, des médecins, des infirmiers, des biologistes ainsi que les chargés de la buanderie et de la cuisine. Selon leur représentant, Sylvain Kabongo, tout ce personnel n'a pas touché sa prime de prestation depuis sept mois, soit de juin 2020 à janvier 2021 alors que dans d'autres provinces, le problème ne se pose pas. Les prestataires de 1ere ligne dénoncent également les mauvaises conditions de travail au Centre de traitement. Ils soutiennent qu'ils sont parfois victimes des agressions physiques de la part des membres de certaines familles des patients. Ces prestataires déplorent la résistance de certains malades ainsi que le manque de médicaments ou de matériels adéquats.

Irumu : 3 morts et des maisons incendiées lors d'une incursion des rebelles ADF, dans la nuit de mercredi à jeudi 25 février à la colline de Kolimumu, proche du village de Mambelenga, au sud du territoire d'Irumu (Ituri). Selon le président de la société civile condamne le silence des autorités et l'absence des militaires Fardc dans cette partie de la province de l'Ituri. Il demande également aux forces loyalistes de lancer des opérations de traque contre ces inciviques.

Djugu : 7 personnes tuées par des miliciens de Codeco à Banyari Kilo. Depuis l'offensive lancée la semaine dernière par l'armée régulière contre les assaillants de la Codeco à Mongwalu, cette milice a intensifié les attaques dans la région.

Trois miliciens qui étaient en fuite ont ouvert le feu, mercredi sur un groupe d'orpailleurs à la carrière dénommée "Amérique" au village de Kabakaba, au groupement Nyolo : trois orpailleurs sont morts et un autre a été blessé. Une femme a été également violée par ces miliciens. Le mardi, un autre groupe de miliciens a tiré à bout portant sur une femme qui travaillait dans son champ au village de Tchibi Tchibi. Sa dépouille a été récupérée par certains jeunes qui, chemin faisant, ont lynché quatre personnes, affirment des sources de sécurité.

Nord-Kivu : 3 morts à la suite d'une double attaque à Mangina et à Makeke. Une double attaque des hommes armés identifiés comme des Maï-Maï contre les positions militaires des Fardc a fait trois morts ce jeudi 25 février à Makeke, aux environs de la commune rurale de Mangina. Une dizaine de capturés du côté des assaillants. La société civile locale à Mangina demande aux jeunes de quitter la brousse et de cesser d'être les béquilles des ADF afin de permettre aux Fardc de les traquer pour que la paix revienne dans la région et que l'autorité de l'Etat soit rétablie dans la zone.

Bukavu : panique dans les écoles à cause d'une rumeur sur la vaccination contre la COVID-19. La rumeur a atteint plusieurs écoles de Bukavu et les parents ont accouru pour récupérer leurs enfants. Le ministre provincial de l'EPST et son collègue de la santé se sont vite rendus dans les écoles concernées et ont pu s'entretenir avec les parents d'élèves et les responsables des écoles. Le ministre provincial de la santé demande aux parents de laisser leurs enfants étudier car il n'existe aucun vaccin contre la COVID-19 en RDC.

Jacques Djoli appelle Sama Lukonde à placer la jeunesse au centre de sa politique nationale. Plus de 68% de la population est constituée de la jeunesse, de moins de 35 ans. En 2050, on atteindra 43 millions de personnes de moins de 25 ans, indique Jacques Djoli, qui se demande quelles seraient les réponses à cette donnée démographique. « La question des jeunes est primordiale, en termes de la vie d'une nation. Déjà, dans la politique nationale, la jeunesse est avalée dans le ministère des Sports, et pourtant, elle devrait plutôt être la question centrale », a déclaré Jacques Djoli. Pour résoudre les problèmes des jeunes, le député national propose notamment la lutte contre la pauvreté et la création d'emploi. « Les jeunes et les enfants souffrent plus de la pauvreté. Le taux de déperdition scolaire très élevé dans certaines provinces, surtout dans les zones minières, les jeunes sont butés au manque de bourses d'études. Elles sont virtuelles et parfois réservées à une certaine catégorie », se désole M. Djoli. La question du genre et des conflits armés devrait aussi être prise en compte. 122 groupes armés, c'est énorme et tous utilisent des jeunes, qui sont sans-emploi, regrette-t-il.

Les jeunes demandent à Félix Tshisekedi de mettre fin à la guerre dans l'Est de la RDC. « Pendant son mandat, nous voulons que la paix revienne dans l'Est de la RDC », plaide le coordonnateur de l'Alliance politique des Kasabubistes. Il appelle aussi les jeunes enrôlés dans les groupes armés d'abandonner cette activité et de profiter du programme de gratuité de l'enseignement pour reprendre le chemin de l'école.

Décapitation de Zaida Catalan : les prévenus Manga et Mukanda s'entraccusent. Lors de l'audience de mardi, le ministère public avait soutenu que la tête de Zaida Catalan avait été remise à Vincent Manga après l'exécution. Il avait brandi le rapport d'expertise qui atteste que les mèches de cheveux retrouvées sur le prévenu lors de son arrestation appartiennent bien à l'expert de l'ONU. Ce jeudi, les avocats de Manga remettent en cause cette version. Pour eux, le fait que ces mèches de cheveux aient été trouvées sur leur client ne prouve pas son implication dans ce meurtre. L'avocate citant les dépositions du prévenu évadé Ilunga Lumu soutient ensuite que dans la vidéo de l'exécution on entend Mukanda demander que l'expert soit décapité. Pour l'avocat de Mukanda, le fait que les mèches de cheveux aient été trouvées sur Manga constitue une présomption simple sur le lien existant que ce prévenu et la décapitation de l'expert de l'ONU.

Vendredi 26 février.

Afriland First Bank décide d'attaquer en justice Global Witness et PLAAF devant les juridictions congolaises. Global Witness et son partenaire PLAAF avait publié l'an dernier un rapport mettant en cause l'opérateur économique Dan Gertler dans le pillage des ressources naturelles en RDC et de blanchiment d'argent avec une implication de la banque. Pour Me Moutet, l'avocat d'Afriland First Bank, ces ONG produisent des rapports et « ne souhaitent jamais de la contradiction des accusations ». En accusant les autorités de la banque de menacer physiquement ses anciens employés, il parle « d'un scénario d'attaque extrêmement agressive ». « On se retrouve à nouveau dans un scénario d'attaque extrêmement agressive non documentée, parce que ces gens-là lorsqu'ils vous interpellent, lorsqu'ils annoncent la publication d'un rapport, ils ne souhaitent jamais de la contradictoire des accusations qu'ils sont en train de porter contre vous et qui se retrouveront demain à la presse et qui vous demande de réagir par rapport à ça ».

Kananga : les défenseurs judiciaires près le TGI en marche pacifique pour protester contre la nouvelle loi sur le barreau. "Il vous plaira, Monsieur le président de la République, chef de l'Etat, de faire application de l'article 137 de la constitution en demandant à l'Assemblée nationale ou au Sénat une nouvelle délibération de cette loi en vue d'y élaguer toutes les dispositions qui réduisent les droits reconnus aux défenseurs judiciaires notamment celles qui dispose que le défenseur ne doit prêter que ou il a moins de vingt avocats. Soit de faire application de l'article 139 de la constitution en saisissant la Cour constitutionnelle en vue d'obtenir l'inconstitutionnalité de cette loi en vue d'éviter les remous et promouvoir la paix sociale», a indiqué leur syndicat, Me Crispin Kamba.

Tanganyika : 2 ONG lancent une campagne de sensibilisation de la communauté sur la stratégie de sortie de la Monusco. Au terme de cette journée l'Ucofem et le RACOF lancent à la population du Tanganyika : « Encourageons et pérennisons les contributions positives à la paix. » « Nous voudrions qu'après la Monusco, que nous soyons aussi prêts. Si la Monusco était en train de faire le monitoring par rapport aux violations des droits de l'homme, les organisations congolaises de la société civile doivent continuer. Si la Monusco était en train d'appuyer la justice de notre pays, nous-mêmes maintenant nous devons être en mesure de faire ce que la Monusco était en train de faire. » C'est pour la deuxième fois que la Monusco organise ce genre d'activités, en l'espace de quelques jours.

Nord-Kivu : l'installation des points de contrôle et prévention contre Ebola se fait progressivement dans la région de Butembo-Lubero. La zone de santé de Biena située dans la partie Nord-Ouest du territoire de Lubero est jusque-là considérée comme foyer de la 12ème épidémie d'Ebola qui sévit dans la région. Cette dernière est connectée à la ville de Butembo à partir de deux axes principaux. Il s'agit de l'axe Butembo-Mangurejipa et Butembo-Butuhe. Conscient de la situation, le ministre Provincial de la santé du Nord-Kivu, Dr Nzanzu Salita affirme que l'installation des points de contrôle et prévention contre Ebola se fait de manière progressive. Pour lui, la première étape était de placer ces dispositifs à l'entrée Nord de la ville pour contrôler le mouvement de la population entre Butembo-Beni et Bunia en Ituri, et à la sortie Sud de la ville pour veiller au mouvement de la population entre Butembo-Lubero et Goma.

Tanganyika: une ONG invite les jeunes de Nyunzu à s'engager pour la paix. Environ septante jeunes Twa et Bantous ont pris part aux travaux de 3 jours, qui avaient pour objectif de rechercher des solutions qui amènent à la paix. Cette activité a été organisée en partenariat avec le conseil local de la jeunesse qui bénéficie d'un appui à la fois matériel et logistique de la Monusco Kalemie. Dans un premier temps, les travaux ont consisté à trouver les voies et moyens à mettre en œuvre pour parvenir à la paix durable dans le territoire de Nyunzu. Ensuite, les jeunes ont réfléchi sur les grandes priorités qui touchent à la vie des jeunes dans le territoire. Et enfin, ils ont défini les projets pouvant permettre aux jeunes à trouver une occupation positive au lieu de se livrer aux actes de violences qui insécurisent la zone.

Sud-Ubangi : bagarre rangée entre réfugiés centrafricains et leurs hôtes à Sagila, localité située à 17 km de Zongo. C'est la conséquence des conditions humanitaires précaires pour des milliers des réfugiés centrafricains. Ce qui pousse ces derniers au maraudage dans des champs des Congolais. Une bagarre a ensuite éclaté entre les deux communautés. Le maire de la ville, qui craint le pire, plaide pour une intervention humanitaire d'urgence du HCR.

Sud-Kivu : retour progressif de la sécurité à Kipupu. Depuis deux mois, les habitants ayant fui l'attaque du 16 juillet l'année passée ont commencé à regagner leurs villages. Les derniers en date, dix personnes sont arrivées mercredi 24 février en provenance de la réserve nationale d'Itombwe.

Beni : la société civile invite la population d'Oicha à faire confiance à l'armée. En territoire de Beni, une panique généralisée suivie de déplacement massif de la population a été observée la soirée de jeudi 25 février, dans la commune rurale d'Oicha. Selon des témoignages, la population prise de peur après avoir vu un groupe de patrouilleurs de l'armée, a directement commencé à vider les quartiers Ndindi et Pakanza, situés vers la partie Ouest de la commune rurale de Oicha. Face à cette situation qui ne cesse de semer la confusion au sein de la population, la société civile demande à la population de faire confiance à l'armée et d'être toujours vigilante à tout mouvement suspect dans la région.

La jeunesse est prête pour relever le défi du développement national. « Nous constatons qu'il y a la débrouillardise. C'est une volonté claire des jeunes de sortir du gouffre. Je vous rappelle que l'Etat congolais est le plus grand entrepreneur qui a envoyé des enfants à l'école, que nous sommes. Nous avons fait nos preuves, nous avons nos diplômes, nos expériences professionnelles, il n'est pas compréhensible que les jeunes compétents que nous sommes restions sur la touche », a fustigé M. Onyumbé, le coordonnateur de l'association « Jeune Ze vieux ».

La démobilisation des miliciens de la FRPI parmi les acquis l'accord d'Addis-Abeba. Le coordonnateur de ce Mécanisme national de suivi de l'Accord d'Addis-Abeba, note : « De tous les groupes armés opérant dans l'Est du pays, la FRPI est l'un des plus anciens. Nous avons pris l'initiative de nous rendre sur place, d'aller jusque dans leur état-major avec tous les risques que cela comporte pour prendre contact et relancer ce processus. Cela nous a donné des résultats. Ce processus a abouti à un accord de paix entre le gouvernement et la FRPI qui permet désormais la démobilisation de ce groupe ». Paix et stabilité dans la partie l'Est de la RDC, femmes, paix et sécurité, Union africaine face à la stabilisation de la Région des grands Lacs, sont des sujets abordés au cours de cet atelier. Selon les organisateurs, ces assises se tiennent en marge du 8ème anniversaire du MNS.

Beni : 3 civils tués dans une embuscade des ADF sur l'axe routier Beni- Kasindi. Les Fardc positionnées non loin du lieu de l'attaque sont intervenues. Après des échanges de tirs avec les assaillants, l'attaque a été repoussée avant que la zone soit quadrillée par les Fardc et les casques bleus.

Kasaï : «Le retrait de la Monusco ne veut pas dire retrait des Nations unies», assure David McLachlan-Karr. Le représentant spécial adjoint du secrétaire général de l'ONU en RDC, annonce qu'après le départ de la Monusco, les agences et fonds des Nations unies vont continuer à travailler dans la région avec «beaucoup plus de programmation». Il parle notamment du travail qui doit être fait au Kasaï pour la réconciliation des communautés et en faveur des déplacés. Les violences que le Kasaï a connues en 2016 et 2017 ont contraint des milliers de familles à fuir leurs milieux d'origine pour trouver refuge dans des territoires plus calmes ou en Angola voisin.

RDC-Etats-Unis : Sécurité, Ebola et Covid-19 au cœur de l'échange téléphonique Félix Tshisekedi-Kamala Harris. Le Président Félix Tshisekedi a échangé ce vendredi 26 février au téléphone avec la vice-présidente des Etats-Unis Kamala Harris. Les deux personnalités ont aussi évoqué les derniers développements politiques en RDC ayant abouti à la nomination du nouveau Premier ministre. Ils ont discuté de Covid-19, de récentes flambées d'Ebola et des opportunités économiques. Ils se sont engagés à travailler ensemble pour renforcer la sécurité sanitaire, accroître le commerce et les investissements régionaux, promouvoir les droits de l'homme et la bonne gouvernance. Quant à l'échange sur le climat, le Président de la République a plaidé pour un traitement particulier de la RDC en tant que deuxième poumon écologique mondial après l'Amazonie. La vice-présidente s'est engagée à travailler avec le gouvernement de la RDC pour faire progresser l'éducation des filles et renforcer les opportunités économiques pour tous les Congolais. Elle a souligné la grave préoccupation des États-Unis au sujet des informations faisant état de violations importantes des droits de l'homme et d'une aggravation de la crise humanitaire dans la région du Tigray en Éthiopie. Ils ont convenu de collaborer pour réduire les conflits, soutenir le dialogue et assurer la paix dans l'est de la RDC et dans la région. Les Etats-Unis promettent de mobiliser les autres partenaires pour appuyer la RDC, dans sa lutte contre l'insécurité dans l'Est du pays, a affirmé la vice-présidente de l'administrateur.

Pour Albert Yuma, le Premier ministre doit accentuer l'amélioration du climat des affaires. Ça passe par la réforme de la justice et le cadre législatif (...) Le Premier ministre devra accélérer les trois secteurs importants : le secteur minier qui doit contribuer davantage, le secteur industriel, qui doit donner la valeur ajoutée locale, et donc les emplois, et le secteur agricole et agroindustriel », a recommandé Albert Yuma, président de la Fédération de des entreprises du Congo (FEC) au Premier ministre Jean-Michel Sama Lukonde.

Samedi 27 février.

Lutte contre le terrorisme au Nord-Kivu : humanitaires et autorités provinciales promettent de renforcer leur collaboration. Cette collaboration devra se faire dans le respect strict des normes. Les humanitaires sont aussi appelés à informer les autorités provinciales sur toutes les activités et mouvements des organisations humanitaires à l'intérieur de la province. Toutes ces mesures ont été prises après l'attaque du convoi du Programme alimentaire mondial (PAM), dans lequel se trouvait l'ambassadeur italien Luca Attanasio. Son garde du corps et le chauffeur congolais, employé du PAM a aussi été tué. Pour le coordonnateur humanitaire adjoint, Diego Zorilla, cette attaque de lundi dernier rappelle les conditions difficiles des humanitaires dans la région, d'où la nécessité de collaborer étroitement.

Sama Lukonde ne devrait pas puiser ses futurs ministres uniquement à Kinshasa (UDPS). « Dans le cadre de votre lourde tâche de la formation du gouvernement, l'UDPS/Tshisekedi Section Kabondo, demande à M. Jean Michel Sama Lukonde, de considérer que votre nomination a été motivée par un souci ardent de corriger et de réparer ce qui a été abîmée ainsi que de déboulonner la médiocrité si longtemps ancrée dans nos populations pour sauver la barge Congo mise en péril de suite de l'immoralité des régimes passés qui s'était installée au sommet de l'Etat ».

Un administratif ou acteur éducatif à la tête du ministère de l'EPST, plaide la FOSYNAT. La Force syndicale nationale en veut pour preuve le fait par exemple que tous les manuels sur la gratuité ont été élaborés par les administratifs et acteurs éducatifs de l'EPST. « Ainsi donc, la FOSYNAT demande au Chef de l'Etat de jeter son dévolu sur les administratifs compétents qui sont prêts à occuper les postes de ministre et de vice-ministre de l'EPST. Le tout en vue d'amener à bon port cette vision de la gratuité de l'enseignement. », a souligné le rapporteur de la FOSYNAT.

Kinshasa : des taxis en voitures électriques, un projet de vodacom-Congo et Mopepe Energy Solutions. Il vise à promouvoir l'énergie verte à Kinshasa et en RDC à travers le déploiement des taxis en voitures électriques zéro pollueurs de l'environnement accessibles aux kinois via M-pesa. Pour ces deux organisations, Mopepe Eco Car serait la solution de ce problème de réchauffement climatique, une initiative verte made in Congo par une société congolaise Mopepe Energy solutions qui œuvre dans les nouvelles technologies, l'activisme contre le changement climatique et le bien-être de notre planète. Pour contribuer à la fois à faciliter le déplacement aux Kinois qu'à lutter contre la pollution atmosphérique, un lot des 10 véhicules électriques appelés Mopepe Eco Car sera mis en circulation à travers la ville de Kinshasa, dont les courses seront payables via M-pesa. En plus de cela, grâce à ce partenariat avec Vodacom, des bornes de recharges pour voitures électriques seront désormais placées à certains coins de la ville pour encourager de façon plus large la transition vers les éco-cars.

Kasaï-Oriental : lancement des travaux de balisage et dragage sur la rivière Lubi. Ces travaux qui ont été lancés par le Directeur technique du Gouverneur de province, sont financés par le Fonds de promotion de l'industrie (FPI). Ces travaux seront exécutés pendant 45 jours, par la Régie des voies fluviales (RVF). D'après le Team Leader de ce projet au FPI, le but est de développer le programme d'urgence et d'approvisionnement de l'espace Kasaï en produits industriels venant du Kongo-Central et Kinshasa. Le nombre de jours pour les travaux étant limités, les habitants de Mbuji Mayi souhaitent que les travaux de réhabilitation de la RN1 soient à leur tour lancés pour vivre le réel désenclavement des provinces du grand Kasaï.

Ituri : l'ONG CORDAID offre une cellule d'isolement pour les tuberculeux, détenus dans la prison centrale de Bunia. Cette maison carcérale enregistre à ce jour 27 pensionnaires qui souffrent de tuberculose. Selon l'ONG CORDAID, cette action vise à stopper la propagation de cette maladie contagieuse dans cette maison carcérale qui compte actuellement environ 1 500 pensionnaires. Ce bâtiment est d'une capacité d'accueil de huit patients. D'après le coordonnateur provincial de l'ONG CORDAID, Papy Chentwali, la réhabilitation de cet ouvrage s'inscrit dans le cadre du projet de lutte contre la tuberculose et le VIH/Sida sur toute l'étendue de la République.

Dimanche 28 février.

Félix Tshisekedi lance les activités culturelles liées à sa mandature à l'Union africaine. Il a, à cette occasion, fait part de son credo de « faire taire les armes en Afrique et débarrasser le continent du terrorisme ». En sa qualité de président en exercice de l'UA, le chef de l'Etat congolais a émis le vœu de voir pour cette année 2021, «une Afrique qui se développe par sa culture ». Il a par ailleurs souhaité voir l'organisation des activités parascolaires qui ont pour mission l'orientation des enfants vers une meilleure connaissance de l'histoire et de grandes figures du panafricanisme. Il est également revenu sur sa volonté exprimée dans son discours de prise de fonction à Addis-Abeba. C'est celle de la tenue de grands événements culturels censés faire sortir la culture africaine des musées, des disques durs des ordinateurs et salles de conférence pour l'amener dans les cours d'écoles, au milieu de camps de réfugiés, au cœur des marchés des villes Africaines et de champs des villages.

Ituri : une nouvelle attaque des ADF fait 7 victimes dans la localité de Bwakadi, se trouvant dans la chefferie des Banyali Tchabi au Sud du territoire d'Irumu. Ce bilan de 7 personnes tuées et plusieurs biens de la population locale pillés est encore provisoire, selon des sources locales.

Les problèmes des employés de l'Etat et des réformes souhaitées au cœur des échanges entre les syndicats et Sama Lukonde. L'Intersyndicale nationale de l'administration publique (INAP), conduite par son président Bienvenu Mulenda a indiqué qu'ils ont présenté l'ensemble de problèmes que rencontrent les agents de carrière des services publics de l'État notamment celle de la définition d'une politique salariale la plus équitable. Mme Cécile Tshiyombo, secrétaire générale du Syndicat des enseignants du Congo (SYECO) affirme avoir plaidé pour l'amélioration des conditions de travail de l'enseignant. Au cours de cet échange, le SYECO a dénoncé le détournement des salaires des enseignants au niveau du Service de contrôle et de paie des enseignants (SECOPE). Elle recommande des sanctions exemplaires. Le secrétaire général du Syndicat national des enseignants catholiques (SYNECAT), estime qu'en ce qui concerne la gratuité de l'enseignement de base, il est important de regarder la question des infrastructures : il faut, selon Jean-Bosco Puna, de nouvelles écoles et salles pour résorber tous les flux induits par la gratuité.

Mbuji-Mayi : clôture de la formation des policiers sur les techniques pédagogiques de la communication. Les participants sont ceux qui sont appelés à former d'autres policiers à l'école de police qui sera ouverte au mois de mars prochain à Tshipuka, plus ou moins 45 km de Mbuji-Mayi. Près de vingt participants, issus des rangs de la police et de la société civile, ont pris part à cette session de formation de six jours, organisée par l'Organisation internationale de migration (OIM). Une formation qui entre dans le cadre du projet de police de proximité et de la professionnalisation de la Police nationale congolaise. D'après le directeur de l'école de police de Tshipuka, le but des formations de Tshipuka est surtout d'obtenir des policiers dignes de servir la nation.

Début de la campagne électorale pour l'élection des membres du bureau définitif du Sénat ce dimanche. A cette occasion, Joseph Bangakia appelle les sénateurs congolais à l'honorabilité et au respect de la représentativité géopolitique dans le choix des membres du bureau définitif. Ainsi, ce vice-gouverneur honoraire de la Province Orientale, attend voir les sénateurs, étant l'émanation des assemblées provinciales, mettre en avant plan, non seulement la géopolitique, mais également qu'ils élisent des candidats qui représentent valablement leurs provinces.

Beni : 2 civils tués et 5 maisons incendiées dans une nouvelle attaque attribuée aux ADF à Kitimba. Selon le président de la société civile locale, les assaillants ont d'abord attaqué une position des Fardc avant de s'attaquer par la suite aux civils. L'attaque a été repoussée par l'armée et le calme est revenu sur place.

Une année après la mort du général Kahimbi, sa famille réclame que soient clarifiées les circonstances de sa mort. Augustin Kahimbi, le jeune frère de cet officier supérieur des Fardc, demande au gouvernement : « La famille adjure aux autorités du pays, d'arrêter les assassins de leurs fils et frères, de les traduire devant les instances judiciaires et d'éclairer sa lanterne sur les circonstances de la mort de cet officier supérieur qui a donné toute sa vie au service de la patrie ». **Rappel des faits.** Le général major Delphin Kahimbi, chef d'état-major adjoint des Fardc en charge de renseignements militaires, est décédé le 28 février 2020 à Kinshasa. Il avait été suspendu deux jours avant sa mort, après avoir été interpellé le 20 février 2020 par la Direction général de migration (DGM), alors qu'il s'apprêtait à s'envoler pour l'Afrique du Sud. Il serait accusé par le Conseil national de sécurité d'avoir dissimulé des armes et de tentative de déstabilisation. Il était également soupçonné d'avoir "mis l'actuel gouvernement sous surveillance". Le général Delphin Kahimbi, présenté comme un proche de l'ancien président Joseph Kabila, a occupé la fonction de chef d'Etat-major adjoint des Fardc en charge de renseignements militaires pendant six ans. **Des enquêtes de l'armée.** « Le Haut commandement annonce la mort inopinée d'un de ses valeureux officiers généraux, en la personne du général major Delphin Kahimbi, sous-chef d'Etat-major en charge du renseignement, décès survenu le matin de vendredi 28 février en son domicile à Kinshasa Ngaliema. A la suite de ce malheureux événement, le haut commandement militaire indique que toutes les dispositions sont prises pour élucider les circonstances de cette douloureuse perte », avait promis l'armée. Le président de la République, Félix Tshisekedi avait souhaité que les enquêtes soient rapidement menées afin de déterminer les circonstances exactes de la mort du général Delphin Kahimbi. Le 6 mars de la même année, le Président Félix Tshisekedi avait annoncé au Conseil des ministres que d'après les éléments en sa possession, en ce qui concerne la mort du général Delphin Kahimbi, « il s'agit d'une mort par pendaison ».

Kinshasa : 4 adeptes d'une église portés disparus lors d'une cérémonie de baptême dans la rivière Ndjili. Quatre adeptes de l'église « Ba apostolo » située au quartier Mikonga dans la commune de la Nsele sont portés disparus depuis ce dimanche 28 février matin, vers 9h00 locales dans la rivière Ndjili. Un témoin, le prophète Raphael Kadima, qui vient de perdre femme et enfant, explique ce qui s'est passé : "J'avais passé la nuit à la montagne. Quand je suis venu, j'ai trouvé le pasteur titulaire avec l'adjoint en train de prier. Quand ils ont terminé de prier, ils ont commencé à baptiser les gens. On a baptisé au moins 18 personnes, restait mon épouse ainsi que mon fils aîné. Moi j'étais dehors au bord de la rivière en train de chanter. Ils ont tous été emportés par la vitesse de l'eau : le pasteur titulaire avec l'adjoint, mon fils aîné avec ma femme sont aussi partis".

Le dernier lot de 110 bus Transco réceptionné ce dimanche à Boma. Ce lot de 110 bus vient compléter le charroi automobile de cette entreprise de l'Etat dont 330 nouveaux bus avaient été lancés dans le réseau urbain et interurbain le 13 février dernier par le Président de la république Félix-Antoine Tshisekedi. Créée en 2013, Transco a perdu tout son charroi du fait de la vétusté et manque d'entretien de son parc automobile. Un contrat de service après-vente couvre ce lot de 440 bus Transco pour une période de 2 ans.



www.africafundacion.org

Fundación SUR
conecta con África

Fundación SUR
conecta con África

Fundación SUR
conecta con África

informaci[ON]
ilusi[ON]
difusi[ON]
concienci[ON]
pasi[ON] **[ON]**

Fundación SUR
conecta con África

Fundación SUR
conecta con África

Fundación SUR
conecta con África